

Art. 4. Binnen drie maanden na de datum van ontvangst van de premie-aanvraag kan de “SPW EER” de onderneming een verzoek sturen voor de ontbrekende informatie, waarbij aan de onderneming een termijn van één maand vanaf de ontvangst van dit verzoek wordt toegekend om haar dossier aan te vullen.

Le SPW EER envoie un rappel à l'entreprise lorsque celle-ci n'a pas transmis les renseignements sollicités par l'administration dans le mois de la réception de la demande d'information.

De “SPW EER” stuurt de onderneming een herinnering als zij de door de administratie gevraagde informatie niet binnen een maand na ontvangst van het verzoek om informatie heeft verstrekt. Deze herinnering geeft de onderneming een nieuwe termijn van één maand. Na het verstrijken van deze nieuwe termijn neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie en stelt de onderneming hiervan in kennis per aangetekende brief met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Als de onderneming de door de administratie gevraagde informatie niet binnen een maand heeft verstrekt, krijgt ze een herinnering met een extra termijn van een maand. Na het verstrijken van deze nieuwe termijn neemt de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de investeringspremie en stelt de onderneming hiervan in kennis per aangetekende schrijven met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Art. 5. De “SPW EER” onderzoekt de ontvankelijkheid van de premie-aanvraag en de Minister of de gemachtigd ambtenaar neemt een beslissing tot toekenning of weigering van de premie.

Bij beslissing tot toekenning wordt de premie bedoeld in artikel 2, § 2, in één keer uitbetaald.

Bij beslissing tot weigering, geeft de “SPW EER” daar kennis van aan de onderneming per aangetekend schrijven met ontvangstbewijs of op enige andere wijze waarbij een vaststaande datum aan de zending wordt verleend.

Art. 6. Dit besluit treedt in werking op de eerste dag van de maand die volgt op het verstrijken van een termijn van tien dagen die ingaat de dag na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 7. De Minister bevoegd voor economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47545]

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. — Erratum

L'erratum susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 20 novembre 2023, à la page 107653, est nul et non avenu.

Les versions française et néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 3 novembre 2023, à la page 101418, doivent se lire comme suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

14 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié en dernier lieu par le décret du 3 décembre 2020 ;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 octobre 2022 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 13 octobre 2022 ;

Vu le rapport du 13 octobre 2022 établi conformément à l'article 4, 2°, du décret du 3 mars 2016 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales, pour les matières réglées en vertu de l'article 138 de la Constitution ;

Vu les avis du 26 octobre 2022 de l'Organe de concertation intra-francophone et du Comité ministériel ;

Vu l'avis du Comité de branche « Handicap » de Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles, donné le 25 novembre 2022 ;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données, donné le 9 février 2023 ;

Vu l'avis du Conseil Consultatif wallon des personnes en situation de handicap, donné le 20 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 14 juillet 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai ;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant que des moyens complémentaires destinés à refinancer ce secteur ont été prévus par le Gouvernement ;

Considérant la nécessité de financer à leur juste coût les opérateurs dans le respect de l'intérêt supérieur du service et ce afin de permettre la bonne continuité du service public ;

Considérant qu'il n'est possible de financer ces charges que de manière annuelle ;
Sur la proposition de la Ministre de l'Action sociale ;
Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

CHAPITRE 1^{er}. — *Les modifications du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé*

Art. 2. L'article 1315 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé est remplacé par ce qui suit :

« Art.1314/187'' Art. 1315.. Pour l'application des articles 1315 à 1349/3 l'on entend par :

1° les activités : les interventions éducatives, thérapeutiques ou sociales destinées aux personnes, se déroulant pendant une période déterminée et inscrites dans le champ de l'accueil, de l'hébergement, de l'accompagnement en accueil de type familial, de l'accompagnement ou de l'aide à la vie journalière pour les personnes handicapées ;

2° l'adulte : le bénéficiaire âgé de 18 ans au moins ou le bénéficiaire de moins de 18 ans bénéficiant d'une dérogation de l'Agence précisant qu'il peut être hébergé par un service pour adulte avant l'âge requis ;

3° l'Agence : l'Agence wallonne de la protection sociale, de la santé, du handicap et des familles visées à l'article 2, § 1^{er}, du Code décretaal ;

4° le bénéficiaire : toute personne handicapée telle que définie à l'article 261 du Code décretaal et dont la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'une prise en charge dans le service ;

5° le court séjour : la prise en charge en accueil ou en accueil et hébergement, dans une chambre dédiée exclusivement à cet effet, pour de courtes périodes n'excédant pas au total, par bénéficiaire, nonante jours par an et durant lesquelles un service procure à celui-ci un accompagnement éducatif, psychologique et social adapté à ses besoins en vue de lui apporter ainsi qu'à son entourage, un soutien temporaire ou un répit occasionnel ;

6° le jeune : le bénéficiaire âgé de moins de 18 ans ou le bénéficiaire âgé de 18 à 21 ans pour lequel la décision d'intervention de l'Agence précise qu'il peut continuer à bénéficier du soutien du service agréé en vertu du présent titre ;

7° le service : les services visés à l'article 282, alinéas 2 et 3, et à l'article 283, alinéa 2, 16°, du Code décretaal ;

8° les subrégions : les zones géographiques couvertes par les commissions subrégionales de coordination visées à l'article 19 du Code décretaal ;

9° Décision UE 2012/21 : la Décision de la Commission 2012/21/UE du 20 décembre 2011 relative à l'application de l'article 106, § 2, du traité sur le fonctionnement de l'Union Européenne aux aides d'État sous forme de compensations de service publics octroyées à certaines entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général. ».

Art. 3. Dans le même code, il est inséré un article 1315/1 rédigé comme suit :

« Art. 1315/1. Les services visés au présent titre tombent dans le champ d'application du de la Décision UE 2012/21, article 2.1, c). ».

Art. 4. Dans les articles 1317, 1323, 1328, 1329, 1331, 1337, 1338, 1345 et 1349 du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, le mot « AWIPH » est chaque fois remplacé par le mot « Agence ».

Art. 5. Dans l'article 1316, alinéa 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « l'AWIPH par lettre recommandée à la poste, ou par tout autre moyen conférant date certaine à l'envoi » sont remplacés par les mots « l'Agence par un envoi recommandé » ;

2° le 6° est remplacé par ce qui suit :

« 6° sauf pour les projets de vie en autonomie dans un logement privatif occupé par maximum six personnes, d'un rapport d'un service communal ou d'un service régional d'incendie attestant que toutes les précautions ont été prises pour éviter les incendies, ce rapport stipule la capacité d'accueil et la nature des structures ; » ;

3° l'article est complété par un 9° rédigé comme suit :

« 9° les plans de situation existante et projetée, d'implantation, ainsi que ceux des différents niveaux, les coupes principales, les vues des façades y compris celles des bâtiments existants dans le cas d'adaptation à un ou deux pour cent utiles à la compréhension, concrétisé dans un plan directeur. ».

Art. 6. L'article 1318 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1318. Lorsque le dossier de demande d'agrément est complet, l'Agence instruit la demande et le Ministre statue dans un délai de six mois à dater de la réception du dossier. ».

Art. 7. L'article 1319 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1319. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une période à l'essai de trois mois à trois ans maximums. Au terme de cette période, et après évaluation par l'Agence, l'agrément est, sauf décision contraire du Ministre, accordé pour une durée indéterminée. ».

Art. 8. L'article 1320 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1320. La décision du Ministre mentionne :

1° la date de début et de fin d'agrément ou la date d'envoi des informations nécessaires à l'évaluation sexennale du service dans le cadre d'agrément à durée indéterminée ;

2° la nature et le type d'activités autorisées ;

3° le nombre maximum de personnes pouvant être encadrées ;

4° le ou les lieux où se déroulent les activités du service ;

5° le nombre de places dédiées à l'accueil ou l'hébergement de personnes en court séjour. ».

Art. 9. L'article 1321 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1321. Les services peuvent introduire auprès de l'Agence une demande d'agrément à condition :

1° de s'adresser à une population comportant au moins septante-cinq pour cent de personnes handicapées dont le profil ou la pathologie les rendent éligibles aux aides de l'Agence pour de l'accueil, de l'hébergement ou de l'accompagnement ;

2° de souscrire aux dispositions en matière de programmation sectorielle visée à la sous-section 7 de la présente section. ».

Art. 10. Le titre de la sous-section 2, section 3, chapitre II, Titre XII, Livre V, deuxième partie, du même code est complété par les mots « et à la gestion administrative et comptable. ».

Art. 11. L'article 1322 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1322. § 1^{er}. Le service est géré par un pouvoir public, une association sans but lucratif ou une fondation tels que définis par la législation relative au Code des sociétés et des associations.

§ 2. Le service tient une comptabilité conforme à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

§ 3. La teneur et la présentation du plan comptable minimum normalisé correspondent à celle du schéma complet des comptes annuels avec bilan, des comptes de résultats et des annexes conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, cette disposition n'est pas obligatoire pour les structures qui ne reçoivent pas de subvention de l'Agence.

Les intitulés et les numéros de comptes appropriés à l'activité des services sont communiqués par l'Agence aux services.

§ 4. Les comptes annuels de chaque service sont transmis à l'Agence au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice comptable.

§ 5. Ces comptes sont accompagnés d'une liste exhaustive des entités liées à une association, définies comme une entité telle que mentionnée à l'article 3:171, § 1^{er}, IV.A, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 29 avril 2019 portant exécution du Code des sociétés et des associations. La comptabilité de ces entités peut être consultée à la demande par les services de l'Agence.

§ 6. L'exercice comptable correspond à l'année civile.

§ 7. Le service est capable de prouver qu'il a satisfait à toutes les obligations fiscales et sociales. ».

Art. 12. Dans l'article 1323, § 2, du même code, la phrase « Si à l'expiration de ce délai les dispositions n'ont pas été prises, l'AWIPH en saisit immédiatement le Comité de gestion qui statue conformément aux dispositions de l'article 1348. » est abrogée.

Art. 13. Dans l'article 1325 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, les mots « le Comité de gestion de l'AWIPH » sont remplacés par les mots « l'Agence » ;

2° au paragraphe 2, 1°, les mots « de la deuxième partie » sont abrogés ;

3° le paragraphe 2 est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° un service agréé financé par une autorité publique étrangère. » ;

4° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Au 1^{er} septembre suivant la quatrième année de son engagement ou de sa promotion à la fonction, le directeur est tenu :

1° soit, d'avoir réussi les formations de deux années de cent cinquante heures en gestion de services pour personnes en situation de handicap organisées par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par l'Agence ;

2° soit, d'avoir réussi les modules de la spécialisation de cadre du secteur non-marchand organisés par l'enseignement de promotion sociale que sont :

a) les approches des pratiques managériales ;

b) la stratégie d'organisation ;

c) la gestion de l'organisation et ;

d) l'exploitation des instruments comptables et budgétaires ;

3° soit être titulaire d'un master en ingénierie et action sociale.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le directeur d'un service en exercice à la date du 31 décembre 2022 est considéré comme répondant aux conditions visées aux 1° et 2° pour exercer la fonction. ».

Art. 14. Dans l'article 1326, § 2, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le sigle « § » est remplacé par le mot « paragraphe » ;

2° les mots « le Comité de gestion de l'AWIPH » sont remplacés par les mots « l'Agence » ;

3° les mots « trois ans » sont remplacés par les mots « dix-huit mois » ;

4° au 1°, les mots « de la deuxième partie » sont abrogés ;

5° le paragraphe est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° un service agréé financé par une autorité publique étrangère. ».

Art. 15. Dans l'article 1327 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Les normes minimales des prestations du personnel d'encadrement sont fixées comme suit :

1° en cas d'accueil vingt-quatre heures sur vingt-quatre : 0,25 ETP par bénéficiaire ;

- 2° en cas d'accueil la journée, la soirée ou la nuit : 0,125 ETP par bénéficiaire ;
- 3° en cas de supervision dans un logement communautaire ou individuel : 0,10 ETP par bénéficiaire ;
- 4° en cas d'accompagnement de bénéficiaires jeunes et adultes : 0,05 ETP par bénéficiaire. » ;
- 2° les paragraphes 2 et 4 sont abrogés ;
- 3° le mot « § 3. » est remplacé par le mot « § 2. ».

Art. 16. Dans l'article 1332 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, 3°, est complété par les mots « ainsi que le montant à laisser à disposition de la personne » ;

2° le paragraphe 1^{er}, est complété par un 13° rédigé comme suit :

« 13° à l'exception des supervisions dans des logements communautaires ou individuels, la fréquence et les modalités de retour en famille. » ;

3° le paragraphe 3 est remplacé par ce qui suit :

« § 3. Les services communiquent, selon les modalités définies par l'Agence, les dates d'entrée et de sortie des bénéficiaires qu'ils accueillent ou hébergent. ».

Art. 17. Dans le même code, il est inséré un article 1332/1 rédigé comme suit :

« Art. 1332/1. Sauf dérogation préalable accordée par l'Agence, le service ne peut pas accueillir ou héberger dans un même lieu de vie des personnes mineures et majeures. ».

Art. 18. Dans le même code, il est inséré un article 1332/2 rédigé comme suit :

« Art. 1332/2. Le service d'accueil de jour est accessible deux cent vingt-sept jours par an. Des fermetures supplémentaires éventuelles sont autorisées à condition d'avoir été concertées avec les personnes et leur famille.

Le service proposant des solutions d'hébergement ou de supervision dans le logement est accessible toute l'année. Des périodes de fermeture sont autorisées à condition d'avoir été concertées avec les personnes et leur famille. Dans tous les cas, le service s'assure de l'existence d'une solution adéquate pour chaque personne durant les périodes de fermeture. ».

Art. 19. L'article 1333 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1333. § 1^{er}. Le montant de la participation financière visé à l'article 1332, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, en ce qui concerne les personnes handicapées, dépend du type de prise en charge proposé défini à l'article 1340.

§ 2. Pour les prises en charge la journée, la soirée ou la nuit et vingt-quatre heures sur vingt-quatre, le montant réclamé par le service est constitué d'un montant fixe qui peut être réclamé par jour, indépendamment de la présence ou non du bénéficiaire dans le service, et d'un montant variable réclamé par jour de présence de la personne.

	La prise en charge la journée	La prise en charge la soirée ou la nuit	La prise en charge vingt-quatre heures sur vingt-quatre
Le montant fixe	5 euros	20 euros	25 euros
Le montant variable minimum	5,75 euros	6,82 euros	13,69 euros
Le montant variable maximum	13,02 euros	20,23 euros	31,84 euros

Un montant minimum toutes prises en charge confondues est laissé à disposition du bénéficiaire. Ce montant est fixé à 160,99 euros pour les bénéficiaires non travailleurs et à 217,35 euros pour les bénéficiaires travailleurs.

§ 3. Pour les prises en charge de type supervisions dans un logement communautaire ou individuel, le montant de la participation financière est fixé à 300 euros par mois. Ce montant peut être majoré mensuellement d'un forfait provisionnel servant à couvrir les frais d'alimentation, de logement et d'intendance. Ce forfait provisionnel est calculé au plus proche des frais réels et fait l'objet d'un décompte annuel sur la base des frais réels. Chaque année, le forfait provisionnel peut être adapté après le décompte final.

§ 4. Pour les prises en charge de type accompagnement, le montant maximum de participation financière s'élève à 56,83 euros par mois.

§ 5. Par dérogation au paragraphe 2, pour les prises en charge la soirée ou la nuit et vingt-quatre heures sur vingt-quatre de bénéficiaires jeunes, le montant fixe par jour est de maximum un tiers des allocations familiales du jeune, et la partie variable de maximum un tiers des allocations familiales du jeune ramenée en base journalière. Un montant équivalent à un tiers des allocations familiales du jeune, en ce compris la majoration octroyée en raison du handicap, est laissé à disposition du bénéficiaire. ».

Art. 20. Dans le même code, il est inséré un article 1333/1 rédigé comme suit :

« Art. 1333/1. § 1^{er}. L'Agence accorde des moyens supplémentaires aux services pour jeunes qui démontrent que le total des participations financières perçues auprès de leurs bénéficiaires au cours de l'année écoulée est inférieur au montant résultant de la multiplication des journées de présence de ces bénéficiaires par un montant de 14,40 euros.

§ 2. Le service introduit une demande auprès de l'Agence pour le 31 mars suivant l'exercice écoulé. La demande est recevable si elle contient au minimum la preuve :

- 1° que des démarches sont entreprises, pour chacun des bénéficiaires accueillis au cours de l'année, auprès des organismes compétents afin d'ouvrir le droit aux allocations familiales majorées ;
- 2° des montants de participations financières perçues auprès des bénéficiaires au cours de l'année écoulée. ».

Art. 21. Dans l'article 1334 du même code, les mots « ce montant maximum » sont remplacés par les mots « ces montants maximums ».

Art. 22. Dans le même code, l'article 1335 est remplacé comme suit :

« Art. 1335. § 1^{er}. Les services agréés avant le 1^{er} janvier 2023 respectent les normes reprises à l'annexe 114/7.

§ 2. Les services agréés sont soumis aux normes reprises à l'annexe 114/8, dans l'une des situations suivantes :

1° la création de nouveaux services après le 31 décembre 2022 ;

2° l'extension de capacité pour un service agréé avant le 1^{er} janvier 2023 si celle-ci s'opère dans un autre bâtiment ou sur un autre site ;

3° le déménagement dans un nouveau bâtiment pour un service agréé avant le 1^{er} janvier 2023. ».

Art. 23. Dans l'article 1336 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « du Comité de gestion de l'AWIPH » sont remplacés par les mots « de l'Agence en cas de demande en cours d'agrément et du Ministre en cas de premier agrément. » ;

2° la dernière phrase est abrogée.

Art. 24. Dans l'article 1337 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au 1°, les mots « placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, » sont remplacés par les mots « d'accompagnement en accueil de type familial, d' » ;

2° au 3°, les mots « placement familial, aide précoce, aide à l'intégration, » sont remplacés par les mots « d'accompagnement en accueil de type familial, d' ».

Art. 25. Dans l'article 1339, alinéa 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, les mots « § 1^{er} » sont insérés entre le chiffre « 1339 » et le mot « Dans » ;

b) au 1°, les mots « calculée sur base des » sont remplacés par les mots « destinée à compenser les » ;

c) au 2°, les modifications suivantes sont apportées :

(1) le b) est complété par les mots « prestées par leur personnel. » ;

(2) il est complété par les c), d) et e), rédigés comme suit :

« c) des augmentations de la prime de fin d'année ;

d) des suppléments de subvention réservés au financement de formations ;

e) une prime d'attractivité aux chefs éducateur et chefs de groupe. » ;

d) l'article est complété par un paragraphe 2 rédigé comme suit :

« § 2. Le montant total des subventions n'excède pas le montant des coûts nets occasionnés par la réalisation des activités, en ce compris un bénéfice raisonnable, conformément à l'article 5 de la Décision UE 2012/21. En cas de dépassement de ce montant, la part excédentaire est récupérée par l'Agence, à moins que celle-ci soit inférieure à 10% du montant normalement attribué annuellement, auquel cas la part excédentaire est imputée sur la subvention de l'année suivante. ».

Art. 26. À l'article 1339/1 du même code, les mots « personnes handicapées ayant bénéficié » sont remplacés par le mot « bénéficiaires ».

Art. 27. L'article 1340 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1340. Le montant de la subvention annuelle pour l'année concernée visée à l'article 1339, alinéa 1^{er}, 1°, est calculé en fonction d'un nombre de points déterminé sur base :

1° du type de prise en charge effectué suivant :

a) l'accueil en journée : ce type de prise en charge propose un accueil la journée et assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'intégration sociale, citoyenne ou culturelle ou à l'épanouissement personnel de la personne handicapée ;

b) l'accueil en soirée ou la nuit : ce type de prise en charge propose un hébergement et assure un accompagnement éducatif permanent en soirée, la nuit, et le matin, il prévoit un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'épanouissement personnel de la personne handicapée ;

c) l'accueil vingt-quatre heures sur vingt-quatre : ce type de prise en charge propose un accueil et un hébergement permanent, il assure un accompagnement éducatif via des activités variées et adaptées, un accompagnement psychologique, social et thérapeutique optimal adapté aux besoins individuels des personnes handicapées et vise à l'intégration sociale, citoyenne ou culturelle ou à l'épanouissement personnel de la personne handicapée ;

d) la supervision dans un logement communautaire ou individuel : ce type de prise en charge propose de soutenir des personnes vivant au sein de leur propre logement, elle vise à leur permettre d'acquérir ou de maintenir l'autonomie nécessaire pour vivre dans un logement inclus dans la société via la réalisation d'activités d'apprentissages individuels et collectifs, de coordination des ressources du réseau et à les accompagner dans la réalisation de leur projet de vie ;

e) l'accompagnement : ce type de prise en charge consiste à favoriser la participation active et personnalisée des usagers à la réalisation de leur projet de vie et le développement de leur citoyenneté dans leur milieu de vie ;

2° du handicap du bénéficiaire pris en charge :

a) pour les bénéficiaires adultes suivants :

(1) la catégorie A : la prise en charge qui n'est pas comptée parmi les prises en charge visées aux catégories B, C et qui répond aux besoins des usagers atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle légère, modérée ou sévère, sensorielle ou physique qui nécessite un accueil ou un hébergement ;

(2) la catégorie B : la prise en charge visant à répondre aux besoins des usagers :

i. atteints de déficience intellectuelle profonde ;

ii. atteints d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience intellectuelle sévère, sensorielle ou physique et présentant trois des caractéristiques suivantes :

1. être grabataire ;

2. nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne ;
3. présenter des troubles graves du comportement ;
4. nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir ;
5. nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne ;
6. nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée ;
7. souffrir d'incontinence nocturne et diurne ;
8. être atteint d'une épilepsie non stabilisée ;
9. nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave, telle que la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive ;

(3) la catégorie C : la prise en charge visant à répondre aux besoins de l'utilisateur atteint d'autisme, de lésion cérébrale congénitale ou acquise, de déficience physique, sensorielle, ou intellectuelle sévère ou profonde et présentant au moins quatre des critères suivants :

- i. dont un au moins figure dans l'énumération suivante :
 1. être grabataire ;
 2. nécessiter la présence continue et active d'une tierce personne ;
 3. souffrir d'incontinence nocturne et diurne ;
- ii. et les trois autres dans l'énumération suivante :
 1. nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se nourrir ;
 2. présenter des troubles graves du comportement ;
 3. nécessiter chaque jour une toilette complète faite par une autre personne ;
 4. nécessiter l'aide d'une tierce personne pour se mouvoir en raison de troubles moteurs entraînant une absence d'autonomie motrice même lorsque la personne est appareillée ;
 5. être atteint d'une épilepsie non stabilisée ;
 6. nécessiter une surveillance médicale en raison d'une affection somatique chronique grave telle que la cardiopathie, la pneumopathie, la néphropathie, le déficit immunitaire, le trouble grave et chronique d'absorption digestive ;

b) pour les bénéficiaires jeunes suivants :

(1) le niveau 1 : la prise en charge visant à répondre aux besoins du bénéficiaire atteint de déficience mentale légère ou modérée, ou de troubles de la vue ou de l'ouïe ;

(2) le niveau 2 : la prise en charge visant à répondre aux besoins du bénéficiaire atteint de déficience mentale sévère profonde avec troubles envahissants du développement, de troubles caractériels, de troubles moteurs, de dysmélie, poliomyélite ou de malformations du squelette ;

(3) le niveau 3 : la prise en charge visant à répondre aux besoins du bénéficiaire atteint de paralysie cérébrale, de sclérose en plaques, de spina-bifida ou de lésion cérébrale congénitale ou acquise ;

(4) le niveau 4 : la prise en charge visant à répondre aux besoins du bénéficiaire atteint d'autisme ;

3° du nombre de journées de présence du bénéficiaire sur l'année.

Au 1°, e), la participation active et personnalisée visée est basée sur la mobilisation, la reconnaissance et la valorisation des compétences et le développement de l'utilisateur et l'objectif visé à l'alinéa 1^{er} peut être poursuivi sur les plans familial, social, sportif, culturel, scolaire, professionnel, de la formation, de la santé et des loisirs. ».

Art. 28. L'article 1340/1 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1340/1. § 1^{er}. Pour chaque type de prise en charge et pour chaque catégorie tels que définis à l'article 1340, il est calculé un nombre de points sur base du nombre de jours de présences multiplié par les coefficients suivants :

	L'accueil la journée	L'accueil la soirée et la nuit	L'accueil vingt-quatre heures sur vingt-quatre	La supervision dans un logement communautaire ou individuel
A	0,51	0,51	0,78	0,26
B	0,52	0,52	0,82	0,26
C	0,75	0,75	1	0,26
Niveau 1	0,51	0,51	0,78	0
Niveau 2	0,65	0,65	0,82	0
Niveau 3	0,97	0,97	1	0
Niveau 4	0,97	0,97	1	0

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, si les présences du bénéficiaire respectent les balises définies au paragraphe 3, les coefficients sont multipliés par le nombre de jours ouvrables sur l'année civile pour les services proposant une prise en charge en journée et par le nombre de jours de l'année civile pour les services proposant une prise en charge vingt-quatre heures sur vingt-quatre, la soirée ou la nuit ou une supervision dans un logement communautaire ou individuel.

§ 3. Les balises mentionnées au paragraphe 2 sont fixées comme suit :

1° pour les prises en charge la journée : le bénéficiaire comptabilise plus de deux -cent trente jours de présence au cours de l'année civile ;

2° pour les prises en charge d'adultes la soirée ou la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre et les supervisions en logement communautaire ou individuel : le bénéficiaire comptabilise plus de deux cent quatre-vingt-un jours de présence au cours de l'année civile ;

3° pour les prises en charge de jeunes la soirée ou la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre : le bénéficiaire comptabilise plus de deux cent quarante-six jours de présence au cours de l'année civile ;

4° pour des prises en charges multiples : la vérification du respect des balises se fait sur base du type de prise en charge pour lequel le nombre de jours renseigné est le plus élevé.

Au 4°, les autres types de présence sont multipliés par les coefficients prévus au paragraphe 1^{er}. Le nombre maximum de jours de présence repris dans le cadre du financement ne peut pas dépasser trois cent soixante-cinq ou trois cent soixante-six.

§ 4. Par dérogation aux paragraphes 2 et 3, le coefficient de 0,38 est multiplié par le nombre d'heures d'accompagnement dans le cadre des prises en charge de type accompagnement. Le nombre maximum d'heures d'accompagnement pris en considération pour le calcul de la subvention est de quatre-vingts heures pour les bénéficiaires adultes et deux-cents heures pour les bénéficiaires jeunes. ».

Art. 29. Dans le même code, les articles 1340/2, 1340/3, 1340/4, 1340/5, 1340/6, 1340/7, 1340/8, 1340/9 et 1340/10 sont insérés et rédigés comme suit :

« Art. 1340/2. En cas d'absence pour maladie, un maximum de trente jours peut être pris en compte dans le cadre de l'application de l'article 1340/1, §§ 1 à 3. Ce nombre maximum de jours est fixé à vingt pour les prises en charge de type accueil la journée.

Par dérogation au paragraphe 1^{er}, pour les bénéficiaires qui ont dans leur décision de prise en charge la notion +E, toutes les journées de maladie renseignées sont prises en compte dans le cadre de l'application de l'article 1340/1, §§ 1 à 3.

Art. 1340/3. Les services qui se sont vu accorder des places de court séjour conformément à l'article 1320, 5°, identifient dans la demande de subventionnement, les bénéficiaires de ce type de prise en charge.

Les journées de présences sont comptabilisées conformément aux articles 1340 et 1340/1.

Une place de court séjour telle que visée à l'article 1320, 5°, est considérée comme occupée dès l'instant où le total cumulé des présences des bénéficiaires identifiés sur cette place atteint les cent quatre-vingt-huit jours. Ce nombre sert de balise pour l'application de l'article 1340/1, § 2.

La durée de prise en charge de type court séjour ne peut pas excéder nonante jours par an par bénéficiaire. Toutefois, une demande de dérogation motivée sur base de la situation individuelle du bénéficiaire peut être introduite à l'Agence selon les modalités définies par celle-ci.

Art. 1340/4. La subvention définitive du service est déterminée en multipliant le montant des crédits disponibles pour l'exécution de l'article 1339, alinéa 1^{er}, 1°, déduction faite des moyens accordés dans le cadre des articles 1333/1 et 1340/10 par le nombre de points obtenu par le service et divisé par le nombre de points obtenu par l'addition des points octroyés à l'ensemble des services.

Art. 1340/5. La subvention visée à l'article 1339, alinéa 1^{er}, 2°, a), est octroyée à concurrence d'un montant global annuel de 81.549,19 euros.

Elle résulte de la multiplication du nombre d'équivalents temps plein valorisables dans chaque service l'année précédant la subvention par un montant qui est obtenu en divisant l'enveloppe globale reprise à l'alinéa 1^{er} par le nombre d'équivalents temps plein valorisables de personnel pour l'ensemble des services.

L'on entend par le nombre d'équivalents temps plein valorisables, la somme des prestations rémunérées des travailleurs, déduction faite des interventions d'autres pouvoirs publics, divisée par le total des heures rémunérées à prester pour justifier d'un équivalent temps plein durant l'année de référence.

Art. 1340/6. La subvention relative aux heures inconfortables visée à l'article 1339, alinéa 1^{er}, 2°, b), est déterminée sur base des coûts réels d'augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables prestées par le personnel du service l'année qui précède le calcul de la subvention et au prorata du pourcentage de bénéficiaires accueillis par rapport au total de personnes encadrées.

Afin de déterminer les coûts additionnels liés à la valorisation de ces heures, les services sont tenus de renvoyer annuellement et pour le 31 mars de l'année au plus tard la liste des heures inconfortables prestées par le personnel au cours de l'année précédente. Cette liste est établie selon un modèle défini par l'Agence.

Art. 1340/7. La subvention relative à l'augmentation de la prime de fin d'année est déterminée en multipliant le nombre d'équivalents temps plein réels par un montant de 638,56 euros pour l'ensemble du personnel du service, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente et au prorata du pourcentage de bénéficiaires accueillis par rapport au total de personnes encadrées.

Art. 1340/8. La subvention destinée à financer des formations à destination du personnel est déterminée en multipliant le nombre d'équivalents temps plein réels par le montant de 38,86 euros pour l'ensemble du personnel du service, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente et au prorata du pourcentage de bénéficiaires accueillis par rapport au total de personnes encadrées.

Art. 1340/9. La subvention relative à l'octroi aux fonctions intermédiaires d'une prime d'attractivité est déterminée en multipliant le nombre d'équivalents temps plein réels chef éducateur et chef de groupe par un montant de 780,62 euros pour l'ensemble du personnel du service, déterminé sur base du total des heures rémunérées du cadastre de l'emploi de l'année précédente et au prorata du pourcentage de bénéficiaires accueillis par rapport au total de personnes encadrées.

Art. 1340/10. La subvention définie à l'article 1339, alinéa 1^{er}, 3°, est destinée à couvrir les frais de coordination médicale ou paramédicale et est calculée en multipliant le nombre de jours de prise en charge de type accueil la soirée ou la nuit et vingt-quatre heures sur vingt-quatre par 633,98 euros et en le divisant par le nombre de jours que compte une année.

La subvention visée au paragraphe 1^{er} est conditionnée à la signature d'une convention de coordination médicale ou paramédicale. ».

Art. 30. L'article 1341 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1341. Les données nécessaires au calcul de la subvention sont introduites, auprès de l'Agence au plus tard le 31 mars de l'année de la subvention. Elles comportent les éléments visés à l'article 1340, relatifs à l'année précédant l'année de la subvention.

La subvention de l'année en cours est évaluée sur base des éléments de l'année précédente et fait l'objet d'une avance équivalente à septante pour cent du subside octroyé l'année précédente. Cette avance est payée au cours du premier semestre de l'année de la subvention.

Le solde de la subvention est liquidé au cours du dernier trimestre de l'année de la subvention, en tenant compte de l'avance versée et des éléments visés aux articles 1340 à 1340/4. ».

Art. 31. L'article 1342 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1342. Dans le trimestre suivant l'envoi de la demande de subvention, l'Agence adresse au demandeur un résumé des données validées.

Le service dispose d'un délai de trente jours pour contester les données reprises dans le résumé. Passé ce délai, la subvention est calculée sur base desdites données et une modification n'est pas acceptée. ».

Art. 32. L'article 1346 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1346. Les montants visés aux articles 1333, 1333/1, 1340/5, 1340/7 à 1340/10 et 1349/2 sont liés aux fluctuations de l'indice santé, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix du Royaume de certaines dépenses du secteur public, et ce au prorata des mois concernés.

Les montants des articles visés à l'alinéa 1^{er} sont liés à l'indice pivot 111,53 qui sert de référence à l'indexation des salaires dans la fonction publique en date du 1^{er} octobre 2021. ».

Art. 33. Dans le titre du Chapitre IV, Titre XII, Livre V, deuxième partie, du même code, les mots « Contrôle et sanctions » sont remplacés par les mots « Les sanctions ».

Art. 34. Dans l'article 1349, alinéa 1^{er}, du même code, les mots « ses décisions » sont remplacés par les mots « les décisions ministérielles ».

Art. 35. Dans l'article 1349/1, § 1^{er}, du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots « un point d'agrément supplémentaire peut être accordé » sont remplacés par les mots « une subvention particulière peut être accordée » ;

2° la phrase « Ce point d'agrément donne lieu à une subvention particulière. » est abrogée.

Art. 36. L'article 1349/2 du même code est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1349/2. § 1^{er}. Le tarif pour une prise en charge la soirée et la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre s'élève à 24.197,29 euros en base annuelle.

Le tarif pour une prise en charge d'accueil la journée ou de supervision dans un logement communautaire s'élève à 18.677,45 euros en base annuelle.

§ 2. L'Agence peut appliquer aux services, un tarif spécifique pour la prise en charge de la personne visée par l'article 1349/1, §§ 2 et 3, qui, cumulativement :

1° a subi de multiples exclusions de services ;

2° a fait l'objet de séjours prolongés en structures psychiatriques ;

3° présente des troubles graves du comportement caractérisés par de la violence envers autrui, soi-même ou son environnement ;

4° présente des pathologies multiples ;

5° nécessite une surveillance permanente, active et soutenue.

Le tarif spécifique visé à l'alinéa 1^{er} s'élève à 48.394,58 euros en base annuelle pour une prise en charge la soirée et la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre et à 28.014,53 euros en base annuelle pour une prise en charge d'accueil la journée ou de supervision dans un logement communautaire ou individuel.

§ 3. La subvention du service s'obtient en multipliant le tarif par le nombre de jours de prise en charge durant l'année divisé par trois cent soixante-cinq ou trois cent soixante-six et ce, compte tenu du type de prise en charge et du quota hebdomadaire de fréquentation.

Sont considérées comme journées de prise en charge, les journées comprises entre la date d'entrée effective et la date de la sortie de la personne.

§ 4. Conformément à l'accord cadre tripartite wallon 2018-2020 pour le secteur non marchand privé, pour les services du secteur privé agréés après le 31 décembre 2020, les montants repris aux paragraphes 1 et 2 sont majorés de 271,40 euros pour une prise en charge la soirée et la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de 100,86 euros pour une prise en charge en accueil la journée ou de supervision dans un logement collectif ou individuel. ».

Art. 37. Dans l'article 1349/3 du même code, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La norme à respecter est de 0,5589 ETP d'encadrement la soirée et la nuit ou vingt-quatre heures sur vingt-quatre et de 0,2077 ETP d'encadrement en accueil la journée ou de supervision dans un logement communautaire ou individuel. ».

Art. 38. Au Titre XII, Livre V, deuxième partie, du même code, il est inséré un chapitre VI intitulé « Chapitre VI – Dispositions transitoires ».

Art. 39. Dans le chapitre VI, inséré par l'article 38, il est inséré un article 1349/4 rédigé comme suit :

« Art. 1349/4. Dans le cas où la subvention calculée en application des articles 1340 à 1340/4 est inférieure à la subvention perçue par le service pour l'année 2020, le service recevra le montant de sa subvention 2020 indexée. ».

Art. 40. Les articles 1343, 1344 et 1347 du même code sont abrogés.

Art. 41. Dans l'article 1369/4 du même code, les modifications suivantes sont apportées :

1° au § 1/1, le 1° est abrogé ;

2° il est inséré un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Conformément à l'accord cadre tripartite wallon 2018-2020 pour le secteur non marchand privé, les montants repris aux paragraphes 1 et 1/1 sont majorés de 245,81 euros pour une prise en charge en résidentiel et de 91,35 euros pour une prise en charge en accueil. ».

Art. 42. L'article 1369/79 du même code est complété par un paragraphe 4 rédigé comme suit :

« § 4. Conformément à l'accord cadre tripartite wallon 2018-2020 pour le secteur non marchand privé, les montants repris aux paragraphes 1 et 1/1 sont majorés de 245,81 euros pour une prise en charge en résidentiel et de 91,35 euros pour une prise en charge en accueil. ».

Art. 43. Dans le même code, sont insérées les annexes 114/7 et 114/8 qui sont jointes en annexes 1 et 2 au présent arrêté.

CHAPITRE 2. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon*

Art. 44. Dans l'article 2, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon, les 6^o et 9^o sont abrogés.

Art. 45. Le titre 2 du même arrêté est abrogé.

Art. 46. Dans le titre 3 du même arrêté, les mots « et B » sont abrogés.

Art. 47. Dans l'article 10, § 2, du même arrêté, le chiffre « 12.712.110,94 » est remplacé par le chiffre « 11.723.936,33 ».

Art. 48. Dans l'article 15/1, § 2, du même arrêté, le chiffre « 857.946,80 » est remplacé par le chiffre « 829.760,25 ».

Art. 49. Dans l'article 15/2 du même arrêté, le chiffre « 6.810,72 » est remplacé par le chiffre « 6.586,96 ».

Art. 50. Dans l'article 15/3, § 2, du même arrêté, le chiffre « 217.943,14 » est remplacé par le chiffre « 210.782,97 ».

Art. 51. Dans l'article 15/4 du même arrêté, le chiffre « 6.810,72 » est remplacé par le chiffre « 6.586,96 ».

Art. 52. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2023.

Art. 53. Le Ministre qui a l'action sociale dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Namur, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe n°1.

« ANNEXE 114/7. LES NORMES ARCHITECTURALES VISEES A L'ARTICLE 1335 DU CODE REGLEMENTAIRE WALLON DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTE

Le service agréé avant le 1^{er} janvier 2023 respecte les normes suivantes :

LES MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE SECURITE ET DE SALUBRITE :

Les locaux sont :

- 1° Régulièrement entretenus et font l'objet de toutes les mesures d'hygiène et de prophylaxie nécessaires ;
- 2° équipés pour prévenir et combattre l'incendie ;
- 3° suffisamment aérés et éclairés et disposent d'une température minimale de vingt degrés centigrades lorsqu'ils sont accessibles aux personnes ;
- 4° sécurisés quant à l'ouverture et la fermeture des fenêtres et des portes et quant à l'accès aux abords.

LES NORMES SPECIFIQUES EN MATIERE DE LOCAUX :

Outre leur accessibilité en fonction des handicaps des personnes, les services d'accueil ou d'hébergement disposent au moins de lieux d'activités, de vie et de repos en ce qui concerne l'hébergement et répondent aux normes minimales suivantes :

1° Les lieux d'activités sont :

- a) fonctionnels et suffisamment équipés en ce qui concerne la cuisine et le mobilier, ce dernier est adapté aux handicaps des personnes ;
- b) équipés d'installations sanitaires séparées, convenables et en nombre suffisant comprenant au moins une toilette pour dix personnes ;
- c) équipés de lavabos installés près des toilettes et de la salle à manger.

2° Les lieux d'hébergement et de repos sont :

- a) dotés de chambres aménagées de façon à permettre une surveillance aisée dans le respect strict de la vie privée et où l'espace réservé aux personnes ne peut pas être inférieur à :
 - (1) huit mètres carrés par personne en chambre individuelle ;
 - (2) trois mètres carrés par personne de moins de trois ans, cinq mètres carrés par personne de trois à cinq ans ;
 - (3) six mètres carrés par personne de plus de cinq ans en chambre collective ;
 - (4) l'espace entre les lits en longueur comme en largeur, ne pouvant être inférieur à quatre-vingts centimètres ;
- b) équipés d'une baignoire ou d'une douche sécurisée par tranche de douze personnes ;
- c) équipés d'un éclairage de nuit.

LA NORMALISATION DE L'HABITAT :

Outre le respect des normes minimales prévues dans les mesures générales de prévention, de sécurité et de salubrité et dans les normes spécifiques en matière de locaux, la mise en autonomie dans des logements individuels ou communautaires visée à l'article 1315, alinéa 2 ne peut pas concerner plus de six personnes par lieu d'hébergement. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2023 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

Annexe n°2.

« ANNEXE 114/8. LES NORMES ARCHITECTURALES VISEES A L'ARTICLE 1335 DU CODE REGLEMENTAIRE WALLON DE L'ACTION SOCIALE ET DE LA SANTE

Les services agréés sont soumis aux normes suivantes dans l'une de ces situations :

1° la création de nouveaux services après le 31 décembre 2022 ;
2° l'extension de capacité pour un service agréé avant le 1^{er} janvier 2023 si celle-ci s'opère dans un autre bâtiment ou sur un autre site ;

3° le déménagement dans un nouveau bâtiment pour un service agréé avant le 1^{er} janvier 2023.

LES MESURES GENERALES DE PREVENTION, DE SECURITE ET DE SALUBRITE

Les mesures générales de prévention, de sécurité et de salubrité sont respectées aux conditions suivantes

1° toutes les précautions sont prises pour prévenir, combattre l'incendie et protéger les résidents ;
2° les flammes ouvertes, les dégagements de gaz et de poussières sont interdits ;
3° les systèmes de chauffage d'appoint sont interdits ;
4° l'enveloppe extérieure et la structure portante ne présentent pas de signe de défectuosité et sont régulièrement entretenues ;

5° à l'exception des points d'eau techniques, la température de l'eau sanitaire est régulée contre tout risque d'hyperthermie ou d'hypothermie et limitée en tout temps à quarante degrés celsius au maximum au point de puisage et l'eau y est potable ;

6° un système anti-légionellose est mis en place sur le réseau sanitaire et n'affecte pas la température de l'eau aux différents points de puisage ;

7° les produits dangereux sont mis sous clefs dont les médicaments ou les produits d'entretien ;

8° tous les châssis de fenêtres présentent une fonction de verrouillage à l'ouverture ;

9° les garde-corps sont obligatoires pour toutes baies d'étage ouvrante dont l'allège se situe à moins de quatre-vingts centimètres du plancher ou toute surface de plancher accessible située à plus de quatre-vingts centimètres du niveau du sol. Ils sont largement ajourés ou vitrés jusqu'à minimum nonante centimètres du sol ;

10° tous nouveaux vitrages sont choisis dans le respect de la dernière norme en vigueur ;

11° les portes et parois vitrées sont repérées visuellement entre quatre-vingt-cinq et cent centimètres et entre cent quarante et cent soixante centimètres du sol ;

12° les portes de garage débordantes sont interdites ;

13° la porte des toilettes ne peut pas s'ouvrir vers l'intérieur ;

14° dans les locaux d'activités, les locaux d'hébergement, les locaux sanitaires et les zones de circulations qui y conduisent, une température de minimum vingt-deux degrés celsius peut être atteinte entre six heures et vingt-deux heures, cette température ne peut pas être limitée sous les dix-huit degrés celsius à toute heure sauf dans les locaux d'activités entre dix-huit heures et huit heures ;

15° en cas de canicule, un lieu de vie permet de maintenir une température maximale de vingt-sept degrés celsius et est dimensionné pour pouvoir accueillir les résidents ;

16° la ventilation de tous les locaux est obligatoire et assurée conformément aux dernières normes en vigueur ;

17° des installations sanitaires en nombre suffisant sont prévues à proximité des chambres à coucher et des locaux de séjour ;

18° la ventilation des locaux sanitaires et des toilettes est assurée au minimum par une ventilation mécanique ;

19° les sols, les murs et les portes des locaux sanitaires sont imputrescibles et lavables jusqu'à minimum deux mètres du sol ;

20° le revêtement de sol des locaux sanitaires est anti-dérapant ;

21° la cuisine et la buanderie sont organisées de façon à ne pas incommoder par leurs odeurs et vapeurs et ne communiquent pas avec les locaux d'infirmerie ;

22° tous les locaux sont nettoyés au savon et à l'eau au minimum une fois par semaine ;

23° une eau potable est disponible à volonté dans le bâtiment, dans les endroits où il n'existe pas de réseau de distribution ou quand on utilise de l'eau qui ne provient pas du réseau de distribution, un certificat d'analyse des services provinciaux d'hygiène est joint à la demande d'agrégation et reproduit au moins tous les ans ;

24° l'eau chaude sanitaire est suffisante pour assurer l'ablution de tous les résidents ;

25° les abords, les bâtiments et les locaux sont en tout temps propres, ils sont entretenus régulièrement et protégés de toute humidité ou infiltrations d'eau et les insectes, les nuisibles, les champignons ou tout autre parasite sont combattus tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du service ;

26° toutes les précautions spécifiques sont prises afin d'assurer la sécurité des résidents, en fonction de la configuration des abords privatifs du service ;

27° les dispositifs d'éclairage répondent aux exigences suivantes :

a) l'éclairage est permanent ou sous détection automatique la nuit dans les zones de circulation horizontales et verticales empruntées par les résidents ;

b) s'il présente un risque pour les résidents, l'éclairage par le sol est interdit en extérieur comme en intérieur ;

28° les parkings et garages sont signalés ;

29° le réseau d'égouttage général est approprié, en bon état de fonctionnement et régulièrement entretenu ;

30° au moins une terrasse ou cour privative ou, à défaut, une zone verte publique est accessible en toute sécurité et autonomie, elle est protégée de la circulation et est aménagée de manière conviviale et une zone d'ombre y est prévue.

LES NORMES SPECIFIQUES EN MATIERE DE LOCAUX

Outre leur accessibilité en fonction des handicaps des personnes, les services d'accueil ou d'hébergement disposent au moins de lieux d'activités, de vie et de repos en ce qui concerne l'hébergement, de thérapies et de soins, et de locaux techniques et professionnels et répondent aux normes minimales suivantes :

1° les lieux d'activités, entendus comme les services d'accueil ou d'hébergement disposent au moins de locaux d'activités distincts répondant aux conditions suivantes :

a) ils disposent chacun d'un point d'eau et sont suffisamment équipés en mobilier, ce dernier est adapté aux handicaps des personnes ;

b) ils disposent d'au moins une toilette par dix résidents, une salle de douche ou de bain ainsi qu'une zone de repos sont implantés à proximité immédiate des locaux d'activités ;

c) la surface au sol des locaux d'activités est de minimum six mètres carrés par usager, les locaux d'activités sont compris au sens strict du terme, déduction faite des couloirs, sanitaires, des locaux de vie, de thérapies et de soins, et des locaux techniques et professionnels ;

d) l'éclairage naturel est obligatoire dans chaque local d'activité et la surface totale des baies vitrées de ces locaux atteint minimum un sixième de la surface du plancher du local.

2° les lieux de vie, entendus comme les locaux affectés aux périodes hors activités répondent aux conditions suivantes :

a) être fonctionnels et suffisamment équipés en ce qui concerne la cuisine et le mobilier, ce dernier est adapté aux handicaps des personnes ;

b) être équipés de lavabos installés près des toilettes et de la salle-à-manger, par unité de vie, ils se composent au minimum :

(1) d'une kitchenette ;

(2) d'un salon ;

(3) d'une salle-à-manger ;

(4) d'une salle de bains adaptée aux besoins des usagers ;

(5) d'une toilette.

c) la surface au sol de la salle-à-manger et du salon est de minimum six mètres carrés par usager ;

d) les kitchenettes des unités de vie se composent à minima d'un frigo, d'un four à micro-ondes, d'un plan de travail, d'un évier et d'une hotte raccordée à l'extérieur du bâtiment si une plaque de cuisson est installée ;

e) l'éclairage naturel est obligatoire dans le salon et la salle-à-manger, la surface totale des baies vitrées d'un local atteint minimum un sixième de la surface du plancher du local et les fenêtres permettent une vision normale de l'environnement extérieur en position assise.

3° les lieux de repos répondent aux conditions suivantes :

a) la surface au sol des chambres est de minimum :

(1) six mètres carrés par usager de moins de trois ans ;

(2) neuf mètres carrés par usager de trois à huit ans ;

(3) douze mètres carrés par usager de plus de huit ans.

b) les chambres répondent aux caractéristiques suivantes :

(1) un lavabo est mis à disposition de la personne à moins d'en prouver l'incompatibilité vis-à-vis de son handicap et dans ce cas, les amenées d'eau chaude et froide et l'évacuation sont prévues en attente à l'arrière d'une paroi de la chambre ;

(2) la chambre est cloisonnée du sol au plafond ;

(3) une isolation acoustique suffisante est assurée ;

(4) les lits superposés sont proscrits ;

(5) le lit est adapté aux mensurations de la personne ;

(6) les lits individuels des chambres doubles sont espacés par un intervalle de quatre-vingts centimètres au moins ;

(7) l'occultation des baies de fenêtres est assurée quel que soit le handicap du résident ;

(8) une plaque de porte est prévue afin de matérialiser le caractère privatif de la chambre ;

(9) l'éclairage naturel est obligatoire dans les chambres, la surface totale des baies vitrées d'un local atteint minimum un dixième de la surface du plancher du local ;

(10) les fenêtres des chambres permettent une vue du paysage extérieur sans risque d'accidents.

4° les lieux de thérapies et de soins comprennent à minima :

a) un local polyvalent de consultation paramédical assurant l'intimité et la confidentialité des entretiens ;

b) une armoire à pharmacie, fermée à clef est prévue ;

c) un local spécifique d'infirmier pour les établissements de plus de trente résidents ;

d) un lavabo est prévu par lieu de thérapie et de soins.

5° les locaux techniques et professionnels se composent de :

a) une cuisine collective pour la préparation et la distribution des repas ;

b) un vestiaire homme et femme ;

c) une toilette homme et femme à destination des visiteurs et du personnel ;

d) un local réservé aux tâches administratives du personnel d'accompagnement et à ses périodes de repos.

Les mesures techniques générales sont les suivantes : les surfaces des lieux d'activités, de vie et de repos susvisées sont calculées nettes, hors murs et cloisons, sous appentis de toiture, ces surfaces sont calculées à septante-cinq pour cent entre cent quatre-vingts et deux cents centimètres du sol, cinquante pour cent entre cent centimètres et cent quatre-vingts centimètres du sol et zéro pour cent sous cent centimètres.

LES MESURES D'HUMANISATION DE L'HABITAT

Les capacités maximales d'accueil ou d'hébergement des résidents sont fixées en fonction des modes d'implantation des sites :

- 1° lorsqu'un site se compose d'un seul bâtiment, sa capacité maximale est limitée à quarante personnes ;
- 2° lorsqu'un site se compose de plusieurs bâtiments, un maximum de quatre-vingts personnes est accueilli ou hébergé sur ce site et les bâtiments qui le composent accueillent ou hébergent chacun un maximum de vingt personnes ;
- 3° lorsqu'un site correspond à un projet urbanistique plus large, un maximum de cent personnes en situation de handicap y est accueilli ou hébergé et les bâtiments qui le composent accueillent ou hébergent chacun un maximum de vingt personnes, le projet amène la mixité entre personnes en situation de handicap et personnes sans handicap, à minima sur les aspects logements et les personnes sans handicap représentent au minimum vingt pour cent de la population globale de ce projet urbanistique.

Les caractéristiques des sites en milieu urbain et en milieu rural sont :

- 1° en zone urbaine, à savoir en agglomération, les sites ne peuvent pas être contigus, ils sont séparés par de l'habitat, des zones d'équipements communautaires, d'activités économiques, de services publics ou de loisirs ;
- 2° en zone rurale, les sites sont distants d'au moins trois-cents mètres.

L'unité de vie comprend maximum dix personnes et est constituée de chambres implantées à proximité d'un lieu de vie commun.

Ce lieu de vie est lui-même constitué :

- 1° d'un salon ;
- 2° d'une salle-à-manger ;
- 3° d'une toilette séparée ;
- 4° d'une salle de bains comprenant au moins une toilette ;
- 5° et d'une kitchenette.

Est proscrit, au sein de l'unité de vie, tout local destiné à une fonction qui ne profite pas qu'aux seuls bénéficiaires de cette unité, dont :

- 1° les lieux d'activités ;
- 2° les locaux techniques et professionnels ;
- 3° les lieux de thérapies et de soins.

Les chambres répondent aux conditions suivantes :

- 1° elles sont individuelles ;
- 2° sur base du projet de vie des résidents, la chambre double est autorisée ;
- 3° la chambre laissée libre reste alors obligatoirement à disposition du couple ou du duo ;
- 4° le nombre de chambres doit toujours rester au minimum égal au nombre de bénéficiaires ;

Les locaux d'activités sont situés sur un autre site :

- 1° s'ils sont situés sur le même site, c'est dans un bâtiment différent de celui où se trouvent les unités de vie ;
- 2° s'ils sont situés dans le même bâtiment, ces lieux sont clairement différenciés des unités de vie.

Les résidents majeurs et les mineurs sont accueillis ou hébergés dans des sites, des bâtiments ou des parties de bâtiments, physiquement scindés et clairement identifiés.

Les logements de mise en autonomie, outre le respect des normes minimales prévues aux mesures générales de prévention, de sécurité et de salubrité et aux normes spécifiques en matière de locaux, la mise en autonomie dans des logements individuels ou les communautaires visée à l'article 1315, alinéa 2, ne peut pas concerner plus de six personnes par lieu d'hébergement. ».

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 septembre 2023 modifiant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé relatives aux services organisant des activités pour personnes handicapées et de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon.

Namur, le 14 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Economie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47545]

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector. — Erratum

Bovengenoemd erratum, bekendgemaakt in het in het *Belgisch Staatsblad* van 20 november 2023, op bladzijde 107653, is nietig.

De Franse en Nederlandse versie van bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 3 november 2023 op bladzijde 101418, dienen als volgt te worden gelezen:

"WAALSE OVERHEIDSDIENST

14 SEPTEMBER 2023. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van sommige bepalingen van het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, artikel 283, laatst gewijzigd bij het decreet van 3 december 2020;

Gelet op het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 3 oktober 2022;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 13 oktober 2022;

Gelet op het rapport van 13 oktober 2022, opgesteld overeenkomstig artikel 4, 2°, van het decreet van 3 maart 2016 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen voor de aangelegenheden geregeld krachtens artikel van de Grondwet;

Gelet op de adviezen van het inter-Franstalig overlegorgaan en van het ministerieel comité, gegeven op 26 oktober 2022;

Gelet op het advies van het Comité "Handicap" van het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen), uitgebracht op 25 november 2022;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit, gegeven op 9 februari 2023;

Gelet op het advies van de "Conseil consultatif wallon des personnes en situation de handicap" (Waalse adviesraad voor personen met een handicap), uitgebracht op 20 april 2023;

Gelet op het verzoek om adviesverlening binnen een termijn van 30 dagen, gericht aan de Raad van State op 14 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn ;

Gelet op artikel 84, § 4, lid 2, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de Regering extra middelen heeft gereserveerd om deze sector te herfinancieren;

Overwegende dat exploitanten moeten worden gefinancierd tegen de reële kosten, met inachtneming van het hogere belang van de dienst, teneinde de continuïteit van de openbare dienstverlening te waarborgen;

Overwegende dat het alleen mogelijk is om deze uitgaven op jaarbasis te financieren;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Actie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

HOOFDSTUK 1. — *Wijzigingen in het reglementair deel van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid*

Art. 2. Artikel 1315 van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid wordt gewijzigd als volgt :

"Art. 1315.. Voor de toepassing van de artikelen 1315 tot 1349/3 wordt verstaan onder:

2° activiteiten; educatieve, therapeutische of sociale activiteiten ten gunste van personen gedurende een bepaalde periode en die betrekking hebben op de opvang, de huisvesting, de begeleiding inzake gezinsopvang, de begeleiding of de hulp in het dagelijks leven voor gehandicapte personen

2° volwassene: een begunstigde van 18 jaar of ouder, of een begunstigde jonger dan 18 jaar aan wie het Agentschap een afwijking heeft toegestaan die bepaalt dat hij kan worden opgevangen door een dienst voor volwassenen jonger dan de vereiste leeftijd;

2° het Agentschap : het "Agence wallonne de la santé, de la protection sociale, du handicap et des familles" (Waals agentschap voor gezondheid, sociale bescherming, handicap en gezinnen)", bedoeld in artikel 2, § 1, van het decreetgevend Wetboek;

4° de begunstigde : elke gehandicapte persoon zoals omschreven in artikel 261 van het decreetgevend deel van het Wetboek en voor wie tot de noodzaak tot opname in de dienst besloten wordt bij beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap;

5° het kortverblijf : opname in de opvang of in de opvang en huisvesting, in een uitsluitend daartoe bestemde kamer, tijdens korte periodes die in het totaal per begunstigde niet meer bedragen dan negentig dagen per jaar en tijdens welke laatsbedoelde van een dienst begeleiding krijgt op educatief, psychologisch en sociaal vlak, die aangepast is aan diens behoeften met het oog op het verlenen van tijdelijke steun en occasionele rust aan begunstigde en diens naasten;

6° de jongere : de begunstigde van minder dan 18 jaar of de begunstigde tussen 18 en 21 jaar voor wie de beslissing tot tegemoetkoming van het Agentschap bepaalt dat hij de steun van een dienst erkend krachtens deze titel nog kan blijven genieten;

7° de dienst: de diensten bedoeld in artikel 282, tweede en derde lid, en artikel 283, tweede lid, 16°, van het decreetgevend Wetboek;

8° de subregio's : geografische zones die onder de in artikel 19 van het decreetgevend deel van het Wetboek bedoelde subregionale samenwerkingscommissies vallen;

9° Besluit EU 2012/21 : : Besluit van de Commissie 2012/21/EU van 20 december 2011 betreffende de toepassing van artikel 106, § 2, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op staatssteun in de vorm van compensatie voor de openbare dienst, verleend aan bepaalde met het beheer van diensten van algemeen economisch belang belaste ondernemingen.”.

Art. 3. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1315/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1315/1. De in deze titel bedoelde diensten vallen onder artikel 2.1, onder c), van Besluit EU 2012/21.”.

Art. 4. In de artikelen 1317, 1323, 1328, 1329, 1331, 1337, 1338, 1345 et 1349 van het regelgevend deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid wordt het woord “AWIPH” telkens vervangen door de woorden “het Agentschap”.

Art. 5. In artikel 1316, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “bij ter post aangetekend schrijven of op elke wijze waarop een vaststaande datum aan de zending wordt verleend aan “AWIPH” gericht” worden vervangen door de woorden “bij aangetekend schrijven aan het Agentschap gericht”;

2° punt 6° wordt vervangen als volgt:

“6° behalve voor de projecten betreffende het zelfstandig leven in een privaatieve woning bewoond door maximum 6 personen, een verslag van een gemeentelijke of regionale brandbestrijdingsdienst waarbij bevestigd wordt dat alle voorzorgsmaatregelen zijn getroffen om brand te voorkomen, dit verslag vermeldt de opvangcapaciteit en de aard van de structuren;”;

3° het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

“9° plannen van de bestaande en geplande situatie, de indeling, evenals die van de verschillende niveaus, de belangrijkste doorsneden, de aanzichten van de gevels met inbegrip van die van de bestaande gebouwen in het geval van aanpassing aan een of twee procent nuttig voor het begrip, geconcretiseerd in een leidend schema.”.

Art. 6. Artikel 1318 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1318. Wanneer het erkenningsaanvraagdossier volledig is, behandelt het Agentschap de aanvraag en beslist de Minister binnen een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van ontvangst van het volledige dossier.”.

Art. 7. Artikel 1319 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1319. De erkenning wordt voor een onbepaalde duur verleend.

In afwijking van het eerste lid, als het gaat om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, wordt de erkenning verleend voor een proefperiode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Na afloop van die periode en na beoordeling door het Agentschap wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van de Minister.”.

Art. 8. Artikel 1320 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1320. De beslissing van de Minister vermeldt:

1° de begin- en einddatum van de erkenning of de datum waarop de informatie vereist voor de zesjaarlijkse evaluatie van de dienst wordt verstuurd in het geval van erkenningen van onbepaalde duur ;

2° het type toegelaten activiteiten en de aard ervan;

3° het maximaantal begeleidbare personen;

4° de plaats(en) waar de dienst zijn activiteiten uitoefent;

5° het aantal plaatsen bestemd voor het onthaal of de opvang van personen met een kort verblijf.”.

Art. 9. Artikel 1321 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1321. Diensten kunnen een aanvraag tot goedkeuring indienen bij het Agentschap voor zover :

1° ze bestemd zijn voor een bevolking die minstens 75 % gehandicapte personen telt die op grond van hun profiel of pathologie in aanmerking komen voor bijstand van het Agentschap voor opvang, huisvesting of begeleiding;

2° ze voldoen aan de bepalingen inzake de sectorale programmering bedoeld in onderafdeling 7 van deze afdeling.”.

Art. 10. De woorden “en het administratief en boekhoudkundig beheer” worden toegevoegd aan de titel van onderafdeling 2, afdeling 3, hoofdstuk II, Titel XII, Boek V, deel twee, van hetzelfde Wetboek.

Art. 11. Artikel 1322 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1322. § 1. De dienst wordt beheerd door een overheid, een vereniging zonder winstoogmerk of een stichting zoals gedefinieerd in de wetgeving met betrekking tot het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen.

§ 2. De dienst voert een boekhouding overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

§ 3. De inhoud en de presentatie van het genormaliseerde minimale boekhoudplan beantwoorden aan het volledige schema van de jaarrekeningen met balans, resultatenrekeningen en bijlagen overeenkomstig de wetgeving met betrekking tot de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de uitvoeringsbesluiten ervan.

In afwijking van lid 1 is deze bepaling niet verplicht voor structuren die geen subsidie van het Agentschap ontvangen.

De opschriften en rekeningnummers die met de activiteiten van de diensten overeenstemmen, worden door het Agentschap aan de diensten meegedeeld.

§ 4. De jaarrekeningen van elke dienst worden aan het Agentschap overgemaakt uiterlijk 30 juni van het jaar na het boekjaar.

§ 5. Deze rekeningen gaan vergezeld van een exhaustieve lijst van de entiteiten die verbonden zijn aan een vereniging, gedefinieerd als een entiteit als bedoeld in artikel 3:171, § 1, IV.A, § 1, tweede lid, van het koninklijk besluit van 29 april 2019 houdende uitvoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen. De boekhouding van die entiteiten kan bovendien op verzoek ingekeken worden door de diensten van het Agentschap.

§ 6. Het boekjaar stemt overeen met het kalenderjaar.

§ 7. De dienst kan bewijzen dat hij aan alle fiscale en sociale verplichtingen voldaan heeft.”.

Art. 12. In artikel 1323, § 2, van hetzelfde Wetboek wordt de zin “Als de maatregelen niet zijn genomen na afloop van die termijn, wendt “AWIPH” zich tot het Beheerscomité, dat zich overeenkomstig artikel 1348 uitspreekt.” opgeheven.

Art. 13. In artikel 1325 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 3, lid 2, worden de woorden « het Beheerscomité van “AWIPH” » vervangen door de woorden « het Agentschap ».

2° in paragraaf 2, 1°, worden de woorden “van het tweede deel” geschrapt;

3° paragraaf 2 wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° een erkende dienst gefinancierd door een buitenlandse overheid.”;

4° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

“§ 3. Op 1 september volgend op het vierde jaar van zijn aanstelling of bevordering in de functie moet de directeur :

1° hetzij met succes twee jaar opleiding van elk honderdvijftig uur hebben gevolgd in het beheer van diensten voor personen met een handicap, georganiseerd door een opleidingsverstrekker of door een onderwijsinstelling erkend door de Franse Gemeenschap, waarvan de inhoud is goedgekeurd door het Agentschap;

2° hetzij geslaagd zijn voor de modules van de specialisatie van kader van de non-profit sector georganiseerd door het onderwijs voor sociale promotie :

a) benaderingen van de managementpraktijken ;

b) organisatorische strategieën ;

c) organisatiebeheersing en ;

d) benutting van boekhoudkundige en budgettaire instrumenten;

3° of een masterdiploma in engineering en sociale actie.

In afwijking van het eerste lid wordt de directeur van een dienst die in functie is op 31 december 2022 geacht te voldoen aan de voorwaarden, vermeld in 1° en 2°, om zijn ambt te kunnen uitoefenen.”.

Art. 14. In artikel 1326, § 2, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° “§ ” wordt vervangen door “paragraaf”;

2° de woorden « het Beheerscomité van “AWIPH” » worden vervangen door de woorden « het Agentschap »;

3° de woorden “drie jaar” worden vervangen door de woorden “achtien maanden” ;

1° in punt 1° worden de woorden “van het tweede deel” geschrapt;

5° de paragraaf wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

“5° een erkende dienst gefinancierd door een buitenlandse overheid.”.

Art. 15. In artikel 1327 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt:

“§ 1. De minimumnormen voor de prestaties van begeleidingspersoneel zijn als volgt vastgesteld:

1° in het geval van 24-uurszorg: 0,25 VTE per begunstigde ;

2° voor opname overdag, 's avonds en 's nachts: 0,125 VTE per begunstigde ;

3° in geval van toezicht in gemeenschappelijke of individuele huisvesting : 0,10 VTE per begunstigde ;

4° in het geval van begeleiding van jonge en volwassen begunstigden: 0,05 VTE per begunstigde.” ;

2° de paragrafen 2 en 4 en worden opgeheven;

2° het woord “§ 3.” wordt vervangen door het woord “§ 2.”.

Art. 16. In artikel 1332 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1, tweede lid, 3°, wordt aangevuld met de woorden “alsook het bedrag dat ter beschikking van de persoon moet worden gelaten”;

2° paragraaf 1 wordt aangevuld met een punt 13°, luidend als volgt:

“13° met uitzondering van toezicht in gemeenschaps- of individuele accommodatie, de frequentie en de modaliteiten voor terugkeer naar het gezin.”;

3° paragraaf 3 wordt vervangen als volgt:

“3 De diensten delen volgens de door het Agentschap vastgestelde procedures de data mee van binnenkomst en vertrek van de begunstigden die zij ontvangen of huisvesten.”.

Art. 17. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1332/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1332/1. Behoudens voorafgaandelijke afwijking toegekend door het Agentschap mag de dienst op eenzelfde leefplaats geen minderjarige en meerjarige personen opvangen en/of huisvesten.”.

Art. 18. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1332/2 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1332/2. De dagopvang is 227 dagen per jaar beschikbaar. Eventuele extra sluitingen zijn toegestaan op voorwaarde dat ze zijn overeengekomen met de personen en hun families.

De service, die huisvestings- of toezichtoplossingen in de woning biedt, is het hele jaar door beschikbaar. Eventuele sluitingsperiodes zijn toegestaan op voorwaarde dat ze zijn overeengekomen met de personen en hun families. In alle gevallen zorgt de dienst ervoor dat er voor elke persoon een geschikte oplossing beschikbaar is tijdens sluitingsperiodes.”.

Art. 19. Artikel 1333 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1333. § 1. Het bedrag van de financiële bijdrage bedoeld in artikel 1332, § 1, tweede lid, 3°, met betrekking tot personen met een handicap, hangt af van het type opname dat wordt aangeboden zoals bepaald in artikel 1340.

§ 2. Voor tenlasteneming die overdag, 's avonds of 's nachts en vierentwintig uur per dag wordt verleend, bestaat het door de dienst gevraagde bedrag uit een vast bedrag dat per dag kan worden gevorderd, ongeacht of de begunstigde al dan niet bij de dienst aanwezig is, en een variabel bedrag dat wordt gevorderd per dag dat de persoon aanwezig is.

	Dagopname	Avond- of nachtopname	opname 24 uur op 24
Het vaste bedrag	5 euro	20 euro	25 euro
Minimaal variabel bedrag	5,75 euro	6,82 euro	13,69 euro
Minimaal variabel bedrag	13,02 euro	20,23 euro	31,84 euro

Voor alle dekkingen is een minimumbedrag beschikbaar voor de begunstigde. Dit bedrag is vastgesteld op 160,99 euro voor niet-werknemers en 217,35 euro voor werknemers.

§ 3. Voor zorg van het toezichttype in gemeenschaps- of individuele accommodatie is het bedrag van de financiële bijdrage vastgesteld op 300 euro per maand. Dit bedrag kan elke maand worden verhoogd met een voorlopig forfaitair bedrag om de kosten van voeding, huisvesting en huishouding te dekken. Dit voorlopige forfaitaire bedrag wordt zo dicht mogelijk bij de werkelijke kosten berekend en is onderworpen aan een jaarlijkse afrekening op basis van de werkelijke kosten. Elk jaar kan het voorlopige forfaitaire bedrag worden aangepast na de eindafrekening.

§ 4. Voor ondersteunende diensten is de maximale financiële bijdrage 56,83 euro per maand.

§ 5 In afwijking van paragraaf 2 bedraagt voor de verzorging van jeugdige begunstigten 's avonds of 's nachts en de klok rond het vaste bedrag per dag maximaal een derde van de kinderbijslag van de jongere en het variabele deel maximaal een derde van de kinderbijslag van de jongere op dagbasis. Een bedrag dat gelijk is aan een derde van de gezinstoelage van de jongere, inclusief de aanvullende toelage die wordt toegekend op grond van een handicap, blijft ter beschikking van de begunstigde.”.

Art. 20. In hetzelfde Wetboek wordt een artikel 1333/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1333/1. § 1. Het Agentschap kent bijkomende middelen toe aan de jongerendiensten die kunnen aantonen dat het totaalbedrag van de financiële bijdragen ontvangen bij hun begunstigten tijdens het afgelopen jaar kleiner is dan het bedrag voortvloeiend uit de vermenigvuldiging van de aanwezigheidsdagen van die gebruikers door een bedrag van 14,40 euro.

§ 2. De dienst dient een verzoek in bij het Agentschap uiterlijk tegen 31 maart na het afgelopen boekjaar. Het verzoek is ontvankelijk als de dienst tenminste kan bewijzen dat :

1° er stappen bij de bevoegde organen gezet worden voor elke begunstigde opgevangen in de loop van het jaar, om het recht op verhoogde kinderbijslagen te openen ;

2° er financiële bijdragen bij de begunstigten tijdens het afgelopen jaar ontvangen zijn.”.

Art. 21. In artikel 1334 van hetzelfde Wetboek worden de woorden “dat maximumbedrag” vervangen door de woorden “deze maximumbedragen”.

Art. 22. Artikel 1335 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1335. § 1. Diensten die vóór 1 januari 2023 zijn erkend, moeten voldoen aan de normen in bijlage 114/7.

§ 2. Erkende diensten zijn onderworpen aan de normen in bijlage 114/8 in een van de volgende situaties:

1° de oprichting van nieuwe diensten na 31 december 2022;

2° de capaciteitsuitbreiding voor een dienst die vóór 1 januari 2023 is goedgekeurd, als die in een ander gebouw of op een andere site wordt uitgevoerd;

3° de verhuizing naar een nieuw gebouw voor een erkende dienst vóór 1 januari 2023.”.

Art. 23. In artikel 1336 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1 worden de woorden “van het Beheerscomité van AWIPH” vervangen door de woorden “van het Agentschap in het geval van een aanvraag in afwachting van erkenning en van de minister in het geval van een eerste erkenning”.”;

2° de laatste zin wordt opgeheven.

Art. 24. In artikel 1337 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in 1° worden de woorden “diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp,” vervangen door de woorden “begeleidingsdiensten voor gezinsopvang” ;

2° in 3° worden de woorden “diensten voor plaatsing in gezinnen, voor vroegtijdige hulp, integratiehulp,” vervangen door de woorden “begeleidingsdiensten voor gezinsopvang” .

Art. 25. In artikel 1339, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in lid 1 worden de woorden “§ 1” ingevoegd tussen het getal “1339” en het woord “Binnen”;

b) in 1° worden de woorden “berekend op basis van de personeels- en werkingskosten” vervangen door de woorden “bedoeld om de personeels- en werkingskosten te compenseren”;

c) in 2° worden de volgende wijzigingen aangebracht:

(1) de woorden "gepresteerd door hun personeel" worden toegevoegd aan b) ;

(2) Het wordt aangevuld met c), d) en e), die als volgt luiden :

"c) verhogingen van de eindejaarspremie ;

d) subsidietoelagen voor de financiering van opleidingen;

e) een attractiviteitspremie voor hoofdonderwijzers en groepsleiders.";

d) het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 2, luidend als volgt :

" § 2. Het totale bedrag van de subsidies is niet hoger dan het bedrag van de nettokosten van de uitvoering van de activiteiten, met inbegrip van een redelijke winst, overeenkomstig artikel 5 van Besluit EU 2012/21. Indien dit bedrag wordt overschreden, wordt het overschot door het Agentschap teruggevorderd, tenzij het minder bedraagt dan 10% van het normaal jaarlijks toegekende bedrag, in welk geval het overschot in mindering wordt gebracht op de subsidie van het volgende jaar.

Art. 26. In artikel 1339/1 van dezelfde code worden de woorden "gehandicapte personen die hebben genoten" vervangen door het woord "begunstigden".

Art. 27. Artikel 1340 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1340. Het bedrag van de jaarlijkse toelage voor het betrokken jaar, vermeld in artikel 1339, eerste lid, 1°, wordt berekend volgens een aantal punten vastgesteld op basis van :

1° van het volgende type opname :

a) dagopvang: dit type tenlasteneming biedt dagopvang en educatieve ondersteuning en verzekert een educatieve begeleiding via afwisselende en aangepaste activiteiten, een optimale psychologische, sociale en therapeutische begeleiding die aan de individuele behoeften van de gehandicapte personen aangepast is en die voorziet in de sociale, burgerlijke of culturele integratie of in de persoonlijke ontplooiing van de gehandicapte persoon;

b) Avond- of nacht zorg: dit type opname biedt accommodatie en doorlopende educatieve ondersteuning 's avonds, 's nachts en 's ochtends. Het biedt optimale psychologische, sociale en therapeutische ondersteuning die is afgestemd op de individuele behoeften van gehandicapten en is erop gericht hen te helpen persoonlijke ontplooiing te bereiken;

c) 24-uurszorg: deze vorm van opname biedt permanente huisvesting en zorg, met educatieve ondersteuning door middel van gevarieerde en passende activiteiten, evenals optimale psychologische, sociale en therapeutische ondersteuning die is afgestemd op de individuele behoeften van de persoon met een handicap en gericht is op sociale, maatschappelijke of culturele integratie of persoonlijke ontplooiing;

d) Begeleiding in de gemeenschap of individuele woning: deze vorm van opname biedt ondersteuning aan mensen die in hun eigen huis wonen. Het doel is om hen in staat te stellen de autonomie te verwerven of te behouden die ze nodig hebben om te leven in een huis dat deel uitmaakt van de samenleving door individuele en groepsleeractiviteiten uit te voeren, netwerkmiddelen te coördineren en hen te helpen bij het uitvoeren van hun levensproject;

e) begeleiding: dit type opname bestaat uit het aanmoedigen van de actieve en gepersonaliseerde participatie van gebruikers in de realisatie van hun levensproject en de ontwikkeling van hun burgerschap in hun leefomgeving;

2° de handicap van de begunstigde die wordt verzorgd :

a) voor de volgende meerderjarige begunstigten :

(1) categorie A : opname die niet onderverdeeld is in de categorieën B, C en die voorziet in de behoeften van gebruikers met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, met lichte, gematigde of ernstige geestelijke deficiënties of met zintuiglijke of lichamelijke deficiënties waarvoor ze opgenomen en/of gehuisvest moeten worden;

(2) categorie B : opname die voldoet aan de behoeften van de gebruikers met:

i. zware geestelijke deficiëntie;

ii. met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige geestelijke deficiëntie, of met zintuiglijke of lichamelijke deficiëntie en die drie van de volgende kenmerken vertonen :

1. bedlegerig zijn;

2. permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

3. ernstige gedragsstoornissen vertonen;

4. door een derde gevoed moeten worden;

5. dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;

6. hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;

7. nacht- en dagincontinentie;

8. een niet-gestabiliseerde epilepsie;

9. medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

(3) categorie C : opname die moet voorzien in de behoeften van de gebruiker met autisme, aangeboren of opgelopen hersenletsel, ernstige of zware lichamelijke, zintuiglijke of geestelijke deficiëntie en die vier van de volgende kenmerken vertonen :

i. waarvan er ten minste één hieronder wordt genoemd:

1. bedlegerig zijn;

2. permanente en actieve hulp van een derde behoeven;

3. nacht- en dagincontinentie;

ii. en de andere drie in de volgende lijst:

1. door een derde gevoed moeten worden;

2. ernstige gedragsstoornissen vertonen;

3. dagelijks volledig getoiletteerd moeten worden;
4. hulp nodig hebben om zich te bewegen als gevolg van motoriekstoornissen die motorische autonomie uitsluiten, zelfs met een prothese;
5. een niet-gestabiliseerde epilepsie;
6. medisch toezicht vereisen wegens een ernstige chronische somatische aandoening, met name hartziekte, pneumopathie, nefropathie, immuniteitsdeficiëntie, ernstige en chronische stoornissen van de spijsverteringsabsorptie;

b) voor de volgende jonge begunstigden :

(1) niveau 1 : tenlasteneming die moet voorzien in de behoeften van de begunstigde met lichte of gematigde geestelijke deficiëntie, of met ernstige gezichts- of gehoorstoornissen;

(2) niveau 2 : opname die moet voorzien in de behoeften van de begunstigde met een ernstige geestelijke deficiëntie, met overweldigende ontwikkelingsstoornissen, karakterstoornissen, stoornissen in de motoriek, dysmelie, poliomyelitis of skeletmisvormingen;

(3) niveau 3 : opname die moet voorzien in de behoeften van de begunstigde met hersenverweking, multiple sclerose, spina bifida of aangeboren of opgelopen hersenletsel.

4° niveau 4 : opname die moet voorzien in de behoeften van de begunstigde met autisme.

3° het aantal dagen dat de begunstigde aanwezig is tijdens het jaar.

In 1°, e), is de bedoelde actieve en gepersonaliseerde participatie gebaseerd op de mobilisatie, erkenning en verbetering van de vaardigheden en de ontwikkeling van de gebruiker en kan het in lid 1 bedoelde doel worden nagestreefd op het gebied van gezin, maatschappij, sport, cultuur, onderwijs, beroepsopleiding, gezondheid en vrije tijd.

Art. 28. Artikel 1340/1 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1340/1. § 1. Voor elk type zorg en voor elke categorie zoals gedefinieerd in artikel 1340 wordt een aantal punten berekend op basis van het aantal aanwezigheidsdagen vermenigvuldigd met de volgende coëfficiënten:

	Dagopvang	Avond- en nachtopvang	Opvang 24 uur op 24	Toezicht in gemeenschappelijke of individuele huisvesting
A	0,51	0,51	0,78	0,26
B	0,52	0,52	0,82	0,26
C	0,75	0,75	1	0,26
Niveau 1	0,51	0,51	0,78	0
Niveau 2	0,65	0,65	0,82	0
Niveau 3	0,97	0,97	1	0
Niveau 4	0,97	0,97	1	0

§ 2 In afwijking van lid 1 worden, wanneer de aanwezigheid van de begunstigde voldoet aan de in lid 3 bepaalde richtsnoeren, de coëfficiënten vermenigvuldigd met het aantal werkdagen in het kalenderjaar voor diensten waarbij dagzorg wordt geboden en met het aantal dagen in het kalenderjaar voor diensten waarbij 24 uur per dag, 's avonds of 's nachts verzorging of toezicht wordt geboden in een gemeenschapsaccommodatie of een individuele accommodatie.

§ 3. De in lid 2 genoemde bakens worden als volgt bevestigd:

1° voor tenlasteneming dagopvang: de begunstigde is meer dan tweehonderddertig dagen aanwezig geweest tijdens het kalenderjaar;

2° voor volwassenenzorg 's avonds of 's nachts of vierentwintig uur per dag en toezicht in een gemeenschapsruimte of een individuele accommodatie: de begunstigde is meer dan tweehonderd eenentachtig dagen aanwezig tijdens het kalenderjaar;

3° voor jongerenzorg 's avonds of 's nachts of vierentwintig uur per dag : de begunstigde is meer dan tweehonderd zesentwintig dagen aanwezig tijdens het kalenderjaar;

4° voor meerdere zorgtypes: de naleving van de bakens wordt gecontroleerd op basis van het opnametype waarvoor het hoogste aantal dagen werd ingevuld.

In 4° worden de andere soorten aanwezigheid vermenigvuldigd met de in paragraaf 1 bedoelde coëfficiënten. Het maximum aantal aanwezigheidsdagen in de financiering mag niet hoger zijn dan driehonderdvijfenzestig of driehonderdzesenzestig.

§ 4. In afwijking van de paragrafen 2 en 3 wordt de coëfficiënt van 0,38 vermenigvuldigd met het aantal uren begeleiding in het geval van begeleidende zorg. Het maximum aantal uren begeleiding waarmee rekening wordt gehouden bij het berekenen van de subsidie is tachtig uur voor volwassen begunstigden en tweehonderd uur voor jonge begunstigden."

Art. 29. In hetzelfde Wetboek worden de artikelen 1340/2, 1340/3, 1340/4, 1340/5, 1340/6, 1340/7, 1340/8, 1340/9 en 1340/10 ingevoegd en geformuleerd als volgt :

"Art. 1340/2. In geval van afwezigheid wegens ziekte kunnen maximaal dertig dagen in aanmerking worden genomen bij de toepassing van artikel 1340/1, §§ 1 tot 3. Dit maximum aantal dagen is vastgesteld op twintig voor dagopvang.

In afwijking van paragraaf 1 wordt voor begunstigden die in hun beslissing tot opname de notie +E hebben, voor de toepassing van artikel 1340/1, §§ 1 tot 3, rekening gehouden met alle opgenomen ziektedagen.

Art. 1340/3. Diensten die plaatsen voor kortverblijf toegekend krijgen overeenkomstig artikel 1320, 5°, identificeren de begunstigden van dit type opname in hun subsidieaanvraag.

Aanwezigheidsdagen worden geteld in overeenstemming met artikel 1340 en 1340/1.

Een kortverbl[00c4][00b3]plaats bedoeld in artikel 1320, 5°, wordt als bezet beschouwd zodra de gecumuleerde totale aanwezigheid van de geïdentificeerde begunstigden op deze plaats honderdachtentachtig dagen bereikt. Dit nummer dient als leidraad voor de toepassing van artikel 1340/1, § 2.

De duur van de kortdurende opname mag niet langer zijn dan negentig dagen per jaar per begunstigde. Een verzoek om een afwijking op basis van de individuele situatie van de begunstigde kan echter bij het Agentschap worden ingediend volgens de door het Agentschap vastgestelde procedures.

Art. 1340/4. De definitieve subsidie van de dienst wordt bepaald door het bedrag van de kredieten beschikbaar voor de uitvoering van artikel 1339, eerste lid, 1°, verminderd met de middelen toegekend in het kader van de artikelen 1333/1 en 1340/10, te vermenigvuldigen met het aantal punten behaald door de dienst en te delen door het aantal punten verkregen door optelling van de punten toegekend aan alle diensten.

Art. 1340/5. De subsidie bedoeld in artikel 1339, eerste lid, 2°, a), wordt toegekend voor een totaal jaarlijks bedrag van 81.549,19 euro.

Het wordt berekend door het aantal voltijdsequivalenten in elke dienst in het jaar vóór de subsidieverlening te vermenigvuldigen met een bedrag dat wordt verkregen door de in lid 1 bedoelde totale begroting te delen door het aantal voltijdsequivalenten voor alle diensten.

Onder aantal valoriseerbare voltijds equivalenten wordt verstaan de som van de bezoldigde prestaties van de werknemers, na aftrek van de tegemoetkomingen van andere overheden, gedeeld door het totaal van de bezoldigde uren die gepresteerd moeten worden om een voltijds equivalent tijdens het referentiejaar te rechtvaardigen.

Art. 1340/6. De subsidie voor de lastige uren bedoeld in artikel 1339, eerste lid, 2°, b), wordt bepaald op basis van de werkelijke kosten van de loonsverhogingen die voortvloeien uit de waardering van de lastige uren van het personeel van de dienst in het jaar voorafgaand aan de berekening van de subsidie en in verhouding tot het percentage verzorgde begunstigden ten opzichte van het totale aantal verzorgden.

Om de extra kosten in verband met de waardering van deze uren te bepalen, moeten de afdelingen jaarlijks uiterlijk op 31 maart een lijst indienen met de lastige uren die het personeel het voorgaande jaar heeft gewerkt. Die lijst wordt opgesteld overeenkomstig een model dat door het Agentschap bepaald wordt.

Art. 1340/7. De subsidie met betrekking tot de verhoging van de eindejaarspremie wordt bepaald door het aantal werkelijke voltijdse equivalenten te vermenigvuldigen met een bedrag van 638,56 euro voor al het personeel in de dienst, bepaald op basis van het totale aantal betaalde uren in het tewerkstellingskadaster van het voorgaande jaar en in verhouding tot het percentage begunstigden ten opzichte van het totale aantal verzorgden.

Art. 1340/8. De subsidie voor de financiering van de opleiding van het personeel wordt bepaald door het aantal werkelijke voltijdsequivalenten te vermenigvuldigen met het bedrag van 38,86 euro voor al het personeel van de dienst, vastgesteld op basis van het totale aantal betaalde uren in het tewerkstellingsregister van het voorgaande jaar en in verhouding tot het percentage begunstigden ten opzichte van het totale aantal verzorgden.

Art. 1340/9. De subsidie met betrekking tot het toekennen van een attractiviteitspremie aan intermediaire functies wordt bepaald door het aantal reële voltijdsequivalente hoofdopleiders en groepsleiders te vermenigvuldigen met een bedrag van 780,62 euro voor al het personeel van de dienst, bepaald op basis van het totale aantal betaalde uren in het tewerkstellingsregister van het voorgaande jaar en in verhouding tot het percentage begunstigden ten opzichte van het totale aantal verzorgden.

Art. 1340/10. De subsidie bedoeld in artikel 1339, eerste lid, 3°, is bedoeld om de kosten van medische of paramedische coördinatie te dekken en wordt berekend door het aantal dagen avond- of nachtopname te vermenigvuldigen met 633,98 euro en te delen door het aantal dagen in een jaar.

De in lid 1 bedoelde subsidie is afhankelijk van de ondertekening van een medische of paramedische coördinatieovereenkomst.

Art. 30. Artikel 1341 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1341. De gegevens die nodig zijn om de subsidie te berekenen, moeten uiterlijk op 31 maart van het subsidiejaar bij het Agentschap worden ingediend. Zij omvatten de in artikel 1340 bedoelde informatie met betrekking tot het jaar voorafgaand aan het jaar van de subsidie. Dat voorschot wordt betaald in de loop van het eerste semester van het subsidiejaar.

Het saldo van de subsidie wordt betaald in het laatste kwartaal van het subsidiejaar, rekening houdend met het betaalde voorschot en de posten bedoeld in de artikelen 1340 tot en met 1340/4."

Art. 31. Artikel 1342 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1342. In het kwartaal na indiening van de subsidieaanvraag stuurt het Agentschap de aanvrager een samenvatting van de gevalideerde gegevens.

De dienst heeft dertig dagen de tijd om de gegevens in de samenvatting te betwisten. Na deze termijn wordt de subsidie berekend op basis van de genoemde gegevens en worden geen wijzigingen meer aanvaard."

Art. 32. Artikel 1346 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

"Art. 1346. De bedragen bedoeld in de artikelen 1333, 1333/1, 1340/5, 1340/7 à 1340/10 et 1349/2, worden naar rato van bedoelde maanden gekoppeld aan de schommelingen van de prijzenindex (gezondheidsindex), overeenkomstig de regels voorgeschreven bij de wet van 1 maart 1997 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijzen van het Rijk worden gekoppeld.

De bedragen bedoeld in de artikelen bedoeld in het eerste lid zijn gekoppeld aan het spilindexcijfer 111,53 dat als referentie dient voor de loonindexering in het openbaar ambt op 1 oktober 2021."

Art. 33. In de titel van hoofdstuk IV, titel XII, boek V, deel twee, van hetzelfde wetboek worden de woorden "Controles en sancties" vervangen door de woorden "Sancties".

Art. 34. In artikel 1349, lid 1, van hetzelfde wetboek worden de woorden "zijn beslissingen" vervangen door de woorden "de ministeriële beslissingen".

Art. 35. In artikel 1349/1, § 1, van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden "een bijkomend punt voor de erkenning worden verleend" worden vervangen door de woorden "een bijzondere subsidie worden toegekend";

2° de zin "Dit punt voor de erkenning geeft aanleiding tot een bijzondere toelage" wordt opgeheven.

Art. 36. Artikel 1349/2 van hetzelfde Wetboek wordt vervangen als volgt:

“Art. 1349/2. § 1. Het tarief voor avond- en nachtopname of 24-uuropname is €24.197,29 op jaarbasis.

Het tarief voor tenlasteneming dagopvang of begeleiding in een gemeenschapsaccommodatie is €18.677,45 op jaarbasis.

§ 2. Het Agentschap kan op de diensten een speciaal tarief toepassen voor de tenlasteneming van de persoon bedoeld in artikel 1349/1, § 3 en § , die op cumulatieve wijze :

1° veelvoudig uit diensten is uitgesloten ;

2° het voorwerp is geweest van verlengde verblijven in psychiatrische structuren ;

3° ernstige gedragsstoornissen vertoont die gekenmerkt zijn door geweld jegens andere personen, zichzelf of het leefmilieu ;

4° veelvuldige pathologieën vertoont ;

5° een permanent, actief en gestaag toezicht nodig heeft.

Het specifieke tarief bedoeld in lid 1 bedraagt 48.394,58 euro op jaarbasis voor avond- en nachtopname of 24-uuropname en 28.014,53 euro op jaarbasis voor tenlasteneming dagopvang of toezicht in een gemeenschaps- of individuele accommodatie.

§ 3. De toelage van de dienst wordt verkregen door het tarief te vermenigvuldigen met het aantal dagen van opname gedurende het jaar, gedeeld door driehonderd vijfenzestig of driehonderd zesenzeestig en dit, rekening houdend met het soort opname en met het aantal wekelijkse bezoeken.

Als dagen van opname worden beschouwd de dagen tussen de werkelijke datum waarop de persoon in de dienst wordt opgenomen en de datum waarop de persoon de dienst verlaat.

§ 4 In overeenstemming met de Waalse tripartiete kaderovereenkomst 2018-2020 voor de private non-profitsector worden voor de prestaties in de private sector die na 31 december 2020 worden goedgekeurd, de in de paragrafen 1 en 2 vermelde bedragen verhoogd met 271,40 euro voor avond- en nachtopvang of 24uur op 24 en met 100,86 euro voor tenlasteneming dagopvang of toezicht in collectieve of individuele accommodatie.”.

Art. 37. In artikel 1349/3 van hetzelfde Wetboek wordt het tweede lid vervangen als volgt :

“De norm waaraan moet worden voldaan is 0,5589 VTE voor avond- en nacht- of vierentwintiguurs begeleiding en 0,2077 VTE voor begeleiding in dagopvang of toezicht in gemeenschappelijke of individuele huisvesting.

Art. 38. In titel XII, Boek V, tweede deel, van hetzelfde Wetboek wordt een hoofdstuk VI ingevoegd met de titel “Hoofdstuk VI - Overgangsbepalingen”.

Art. 39. Hoofdstuk VI, ingevoegd bij artikel 38, wordt aangevuld met een artikel 1349/4, luidend als volgt:

“Art. 1349/4. Als de overeenkomstig de artikelen 1340 tot en met 1340/4 berekende subsidie lager is dan de door de dienst voor 2020 ontvangen subsidie, ontvangt de dienst het bedrag van zijn geïndexeerde subsidie voor 2020.

Art. 40. De artikelen 1343, 1344 en 1347 van hetzelfde Wetboek worden opgeheven.

Art. 41. In artikel 1369/4 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1/1, wordt punt 1° opgeheven;

2° er wordt een paragraaf 3 ingevoegd, luidend als volgt:

“§ 3. Overeenkomstig de Waalse driedelige kaderovereenkomst 2018-2020 voor de private non-profitsector worden de bedragen in paragraaf 1 en 1/1 verhoogd met 245,81 euro voor residentiële tenlasteneming en 91,35 euro voor tenlasteneming in opvang.”.

Art. 42. Artikel 1369/79 van hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een § 4, luidend als volgt :

“§ 4. Overeenkomstig de Waalse driedelige kaderovereenkomst 2018-2020 voor de private non-profitsector worden de bedragen in paragraaf 1 en 1/1 verhoogd met 245,81 euro voor residentiële tenlasteneming en 91,35 euro voor tenlasteneming in opvang.”.

Art. 43. In hetzelfde Wetboek worden de bijlagen 114/7 et 114/8 ingevoegd, die als bijlagen 1 en 2 bij dit besluit gaan.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector ;*

Art. 44. In artikel 2, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector worden de punten 6° en 9° opgeheven.

Art. 45. Titel 2 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 46. In titel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden “en B” geschrapt.

Art. 47. In artikel 10, § 2, van hetzelfde besluit wordt het getal “12.712.110,94” vervangen door het getal “11.723.936,33”.

Art. 48. In artikel 15/1, § 2, van hetzelfde besluit wordt het getal “857.946,80” vervangen door het getal “829.760,25”.

Art. 49. In artikel 15/2, van hetzelfde besluit wordt het getal “6.810,72” vervangen door het getal “6.586,96”.

Art. 50. In artikel 15/3, § 2, van hetzelfde besluit wordt het getal “217.943,14” vervangen door het getal “210.782,97”.

Art. 51. In artikel 15/4, van hetzelfde besluit wordt het getal “6.810,72” vervangen door het getal “6.586,96”.

Art. 52. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2023.

Art. 53. De Minister tot wiens bevoegdheden Sociale Actie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit. Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage nr. 1.

“BIJLAGE 114/7. Architecturale normen bedoeld in artikel 1369/78 van het Waals reglementair Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid

Diensten die vóór 1 januari 2023 zijn erkend, moeten voldoen aan volgende normen:

ALGEMENE PREVENTIE-, VEILIGHEIDS- EN GEZONDHEIDSMATREGELEN :

De gebouwen zijn :

1° regelmatig onderhouden en maken het voorwerp uit van alle nodige hygiëne- en profylactische maatregelen;

2° uitgerust om brand te voorkomen en te bestrijden;

voldoende verlucht en verlicht en hebben een minimumtemperatuur van 20° C wanneer ze toegankelijk zijn voor personen;

beveiligd wat betreft de opening en de sluiting van ramen en deuren en de toegang tot de directe omgeving.

SPECIFIEKE NORMEN VOOR GEBOUWEN :

Ontvangst- of accommodatiediensten moeten niet alleen toegankelijk zijn voor mensen met een handicap, maar moeten ook ten minste beschikken over activiteiten-, woon- en rustruimten in het geval van accommodatie en moeten voldoen aan de volgende minimumnormen:

1° De plaatsen van activiteit zijn :

a) functioneel en adequaat uitgerust wat betreft de keuken en het meubilair, waarbij dit laatste is aangepast aan mensen met een handicap ;

b) beschikken over voldoende aparte en gepaste sanitaire installaties, met minstens één toilet voor tien personen;

c) naast de toiletten en de eetkamer zijn wastafels geïnstalleerd.

2° De accommodatie en rustplaatsen zijn :

1° uitgerust zijn met kamers die zodanig ingericht zijn dat een vlotte bewaking mogelijk wordt gemaakt met strikte naleving van het privéleven en waar de plaats voorbehouden aan de personen niet lager mag zijn dan :

(1) acht vierkante meter per persoon in een eenpersoonskamer ;

(2) drie vierkante meter per persoon jonger dan drie jaar, vijf vierkante meter per persoon tussen drie en vijf jaar;

(3) zes vierkante meter per persoon ouder dan vijf jaar in een gemeenschappelijke kamer ;

(4) de ruimte tussen de bedden moet zowel in de lengte als in de breedte ten minste tachtig centimeter bedragen;

b) ze beschikt over een beveiligd bad of douche per schijf van twaalf personen;

c) ze beschikt over nachtverlichting.

STANDAARDISATIE VAN HUISVESTING :

Naast de naleving van de minimumnormen die zijn vastgelegd in de algemene preventie-, veiligheids- en gezondheidsmaatregelen en in de specifieke normen met betrekking tot ruimten, mogen de in artikel 1315, tweede lid, bedoelde zelfstandige woningen in individuele of gemeenschappelijke woningen niet meer dan zes personen per woning omvatten.”.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2023 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,

Ch. MORREALE

Bijlage nr. 2.

“BIJLAGE 114/8. ARCHITECTURALE NORMEN BEDOELD IN ARTIKEL 1335 VAN HET WAALS REGLEMENTAIR WETBOEK VAN SOCIALE ACTIE EN GEZONDHEID

Erkende diensten zijn onderworpen aan de volgende normen in een van de volgende situaties:

1° de oprichting van nieuwe diensten na 31 december 2022;

2° de capaciteitsuitbreiding voor een dienst die vóór 1 januari 2023 is goedgekeurd, als die in een ander gebouw of op een andere site wordt uitgevoerd;

3° de verhuizing naar een nieuw gebouw voor een erkende dienst vóór 1 januari 2023.

ALGEMENE PREVENTIE-, VEILIGHEIDS- EN GEZONDHEIDSMaatregelen

Algemene preventie-, veiligheids- en gezondheidsmaatregelen worden onder de volgende voorwaarden nageleefd:

1° alle voorzorgsmaatregelen worden genomen om brand te voorkomen en te bestrijden en om bewoners te beschermen;

2° Open vuur zowel als gas- en stofuitstoot zijn verboden;

3° aanvullende verwarmingssystemen zijn verboden;

4° de buitenmantel en de dragende structuur vertonen geen tekenen van defecten en worden regelmatig onderhouden;

5° met uitzondering van de technische waterpunten, wordt de temperatuur van het sanitair water gereguleerd tegen elk risico van hyperthermie of hypothermie en beperkt te allen tijde tot maximaal 40 ° C op het aftappunt en het water is er drinkbaar;

6° een legionellabestrijdingssysteem wordt op het sanitaire netwerk geïnstalleerd en heeft geen invloed op de temperatuur van het water op de verschillende aftappunten;

7° gevaarlijke producten worden opgeborgen, waaronder geneesmiddelen en schoonmaakproducten;

8° alle raamkozijnen hebben bij het openen een vergrendelfunctie;

9° leuningen zijn verplicht voor alle overlopen van verdiepingen uitgerust met een openingsysteem waarvan de borstwering zich op minder dan 80 centimeter van de vloer bevindt of voor elke toegankelijke vloeroppervlakte dat zich op meer dan 80 centimeter van de grond bevindt. Ze zijn breed opengewerkt of van glas voorzien tot minimaal 90 centimeter van de grond;

10° alle nieuwe glaswerken worden overeenkomstig de laatste geldende norm geselecteerd;

11° deuren en glazen wanden worden visueel geïdentificeerd tussen vijftig en honderd centimeter en tussen honderdveertig en honderdzesentwintig centimeter vanaf de grond ;

12° garagekantelpoorten zijn verboden;

13° de deur van het toilet kan niet naar binnen geopend worden.

14° in activiteitenruimten, verblijfsruimten, sanitaire ruimten en de verkeersruimten die daartoe leiden, mag tussen zes uur 's ochtends en tien uur 's avonds een temperatuur van ten minste tweeëntwintig graden Celsius worden bereikt; deze temperatuur mag op geen enkel moment lager zijn dan achttien graden Celsius, behalve in activiteitenruimten tussen zes uur 's avonds en acht uur 's ochtends;

15° in het geval van een hittegolf moet een woonruimte een maximale temperatuur van 27 ° C en een gepaste inrichting hebben om de bewoners te kunnen opvangen;

16° alle ruimten moeten worden geventileerd en de meest recente normen terzake moeten nageleefd worden;

17° in de nabijheid van de slaapkamers en de verblijfkamers zijn sanitaire installaties in voldoende aantal voorhanden;

18° de ventilatie van de sanitaire ruimten en toiletten wordt minstens via een mechanische ventilatie uitgevoerd.

19° vloeren, wanden en deuren van sanitaire ruimten zijn bestand tegen verrotting en zijn wasbaar tot minimaal 2 meter van de vloer;

20° de vloerbedekking van de sanitaire ruimten is slipvrij;

21° de keuken en de wasserij zijn zo georganiseerd dat ze geen overlast veroorzaken door geuren en dampen en niet in verbinding staan met de ziekenboeg;

22° alle lokalen worden minstens één keer per week met water en zeep gereinigd.

23° drinkwater is te allen tijde beschikbaar in het gebouw, op plaatsen waar geen leidingwatervoorziening is of waar water wordt gebruikt dat niet afkomstig is van de leidingwatervoorziening, wordt een analysecertificaat van de provinciale hygiënediensten bij de erkenningsaanvraag gevoegd en minstens één keer per jaar gereproduceerd;

24° sanitair warm water is voldoende om het wassen van alle bewoners te garanderen;

25° de omgeving, gebouwen en lokalen worden te allen tijde schoon gehouden, regelmatig onderhouden en beschermd tegen vocht of het binnendringen van water, en insecten, ongedierte, schimmels of andere parasieten worden zowel binnen als buiten de dienst bestreden;

26° alle specifieke voorzorgsmaatregelen worden genomen om de veiligheid van de bewoners te waarborgen, afhankelijk van de configuratie van de privatieve omgeving van de dienst;

27° *verlichtingsinrichtingen moeten aan de volgende voorschriften voldoen :*

a) de verlichting is permanent of 's nachts met automatische detectie uitgerust in de horizontale en verticale circulatiezones gebruikt door de bewoners;

b) als het een risico voor de bewoners vormt, is vloerverlichting zowel buiten als binnen verboden;

28° parkings en garages staan met borden aangegeven;

29° het algemene rioleringsnetwerk is adequaat, in goede staat en wordt regelmatig onderhouden;

30° ten minste één privéterras of -binnenplaats of, bij gebrek daaraan, een openbare groene ruimte is toegankelijk in alle veiligheid en autonomie, is beschermd tegen verkeer en is op een gebruiksvriendelijke manier aangelegd, en er is een schaduwzone voorzien.

SPECIFIEKE NORMEN VOOR GEBOUWEN

Ontvangst- of accommodatiediensten moeten niet alleen toegankelijk zijn voor mensen met een handicap, maar moeten ook ten minste beschikken over activiteiten-, woon- en rustruimten in het geval van accommodatie therapieën en zorg, en technische en professionele ruimten, en moeten voldoen aan de volgende minimumnormen:

1° *de activiteitenplaatsen, opgevat als de opvang- en/of huisvestingsdiensten beschikken tenminste over afzonderlijke activiteitsruimten die aan de volgende voorwaarden voldoen :*

a) ze hebben allemaal een watertappunt en zijn adequaat ingericht, met meubilair dat is aangepast aan mensen met een handicap ;

b) ze beschikken minstens over één toilet per tien bewoners, een douche- of badkamer alsook een rustruimte bevindt zich in de directe nabijheid van de activiteitsruimten;

c) de vloeroppervlakte van de activiteitenruimten moet ten minste zes vierkante meter per gebruiker bedragen, activiteitenruimten moet stricto sensu verstaan worden met uitzondering van gangen, sanitaire installaties, woon-, therapie- en verzorgingsruimten, technische en professionele lokalen;

d) natuurlijke verlichting is verplicht in elke activiteitenruimte en het totale oppervlak van de glasopeningen in deze ruimtes is minstens een zesde van het vloeroppervlak van de ruimte.

2° de woonruimten, opgevat als ruimten die worden gebruikt voor andere perioden dan activiteiten, voldoen aan de volgende voorwaarden:

a) functioneel en adequaat uitgerust wat betreft de keuken en het meubilair, waarbij dit laatste is aangepast aan mensen met een handicap ;

b) uitgerust zijn met wastafels die geïnstalleerd zijn in de buurt van de toiletten en de eetkamer, per wooneenheid, bestaande uit ten minste :

(1) een keukentje ;

(2) een handelsbeurs ;

(3) een eetkamer ;

(4) een badkamer die is aangepast aan de behoeften van de gebruikers;

(5) een toilet.

c) het vloeroppervlak van de eetkamer en woonkamer bedraagt minstens zes vierkante meter per gebruiker;

d) de kleine keukens van de wooneenheden bestaan tenminste uit een koelkast, een magnetronoven, een werkplan, een gootsteen en een dampkap die met de buitenkant van het gebouw aangesloten is als een kookplaat geïnstalleerd is.

e) natuurlijke verlichting is verplicht in de zit- en eetkamer, de totale oppervlakte van de ramen met beglazing in een kamer is ten minste een zesde van het vloeroppervlak van de kamer en de ramen bieden een normaal uitzicht op de buitenomgeving wanneer men zit.

3° de rustzones voldoen aan de volgende voorwaarden:

a) de vloeroppervlakte van de slaapkamers bedraagt minimaal :

(1) zes vierkante meter per gebruiker jonger dan drie jaar ;

(2) zes vierkante meter per gebruiker jonger dan drie jaar ;

(3) twaalf vierkante meter per gebruiker ouder dan acht jaar.

b) de slaapkamers voldoen aan de volgende kenmerken :

(1) Een wastafel is voorzien, tenzij de persoon kan aantonen dat dit onverenigbaar is met zijn of haar handicap, in welk geval de warm- en koudwatertoevoer en afvoer zich achter een muur in de kamer bevinden;

(2) de kamer is van vloer tot plafond afgeschermd;

(3) er wordt voor voldoende geluidsisolatie gezorgd;

(4) stapelbedden zijn verboden;

(5) het bed is aan de maat van de persoon aangepast;

(6) eenpersoonsbedden in tweepersoonskamers ten minste tachtig centimeter uit elkaar staan;

(7) de raamopeningen worden verduisterd ongeacht de handicap van de bewoner;

(8) een deurplaat is voorzien om het privaat karakter van de slaapkamer te materialiseren;

(9) Natuurlijk licht is verplicht in slaapkamers; het totale oppervlak van de glazen openingen in een kamer moet ten minste een tiende van het vloeroppervlak van de kamer zijn;

(10) Slaapkamerramen bieden uitzicht op het buitenlandschap zonder risico op ongelukken.

4° Therapie- en verzorgingsinstellingen bevatten ten minste :

a) een multifunctionele paramedische consultatieruimte die de privacy en vertrouwelijkheid van gesprekken waarborgt;

b) er is een afsluitbaar medicijnkastje aanwezig;

c) een specifieke ziekenboeg voor inrichtingen met meer dan dertig inwoners;

d) een wastafel is voorzien per therapie- en verzorgingsruimte.

5° de technische en professionele lokalen bestaan uit :

a) een collectieve keuken voor de bereiding en verstrekking van maaltijden;

b) een kleedkamer voor mannen en vrouwen

c) een toilet voor mannen en vrouwen voor bezoekers en personeel;

d) een ruimte bestemd voor de administratieve taken van het begeleidingspersoneel en, in voorkomend geval, voor zijn rusttijden

De algemene technische maatregelen zijn als volgt: de oppervlakten van de bovengenoemde activiteiten-, woon- en rustruimten worden netto berekend, exclusief muren en scheidingswanden, onder luifels; deze oppervlakten worden als volgt berekend: vijfenzeventig procent tussen honderdtachtig centimeter en tweehonderd centimeter boven de grond, vijftig procent tussen honderdtachtig centimeter en nul procent onder de honderd centimeter.

Maatregelen voor de vermenselijking van de woonomgeving

De maximale opvang- of huisvestingscapaciteiten van de bewoners worden in functie van de vestiging van de sites bepaald :

1° wanneer een site uit één enkel gebouw bestaat, is de maximale capaciteit ervan beperkt tot 1 personen.

2° wanneer een site uit meerdere gebouwen bestaat, worden op deze site maximaal 80 personen opgevangen of gehuisvest en bij elk gebouw dat er deel van uitmaakt wordt er maximaal 20 personen opgevangen en/of gehuisvest.

3° wanneer een locatie deel uitmaakt van een groter stedenbouwkundig project, er maximaal honderd personen met een handicap worden opgevangen of gehuisvest en de gebouwen die deel uitmaken van de locatie elk maximaal twintig personen opvangen of huisvesten, het project voorziet in een mix van personen met een handicap en personen zonder handicap, althans op het vlak van huisvesting, en personen zonder handicap ten minste twintig procent uitmaken van de totale bevolking van het stedenbouwkundig project.

Kenmerken van stedelijke en landelijke sites:

- 1° in stedelijke gebieden, d.w.z. bebouwde gebieden, kunnen de sites niet aaneengesloten zijn; ze zijn gescheiden door woningen, gemeenschapsvoorzieningen, economische activiteiten, openbare diensten of recreatiegebieden;
- 2° in landelijk gebied liggen de locaties tenminste 3 meter uit elkaar.

De wooneenheid bestaat uit maximaal tien personen en bestaat uit kamers in de buurt van een gemeenschappelijke leefruimte.

Deze leefruimte bestaat zelf uit :

- 1° een handelsbeurs ;
- 2° een eetkamer ;
- 3° een apart toilet;
- 4° een badkamer met minstens één toilet;
- 5° en een keukentje.

Ruimten in de wooneenheid mogen niet worden gebruikt voor enig doel dat niet uitsluitend ten goede komt aan de bewoners van de wooneenheid, met inbegrip van :

- 1° de plaatsen van activiteit;
- 2° technische en professionele lokalen;
- 3° therapie- en verzorgingsruimten.

De slaapkamers voldoen aan de volgende eisen:

- 1° ze zijn individueel;
- 2° op basis van het levensproject van de bewoners is de tweepersoonskamer toegestaan.
- 3° de vrijgelaten slaapkamer moet dan ter beschikking van het echtpaar of duo blijven.
- 4° het aantal slaapkamers moet altijd tenminste gelijk blijven aan het aantal begunstigden.

Idealiter zijn de activiteitsruimten op een andere locatie gelegen:

1° als ze op dezelfde locatie liggen, bevinden ze zich in een ander gebouw dan dat waarin de wooneenheden liggen;

2° indien ze zich in hetzelfde gebouw bevinden, moeten deze ruimten duidelijk van de wooneenheden onderscheiden worden.

Meerderjarige en minderjarige bewoners worden op locaties, gebouwen of gedeelten van gebouwen opgevangen of gehuisvest, die fysiek gescheiden en duidelijk geïdentificeerd zijn.

Naast het voldoen aan de minimumnormen van de algemene preventie-, veiligheids- en gezondheidsmaatregelen en de specifieke normen met betrekking tot ruimten, mag zelfstandig wonen in individuele of gemeenschapsaccommodatie als bedoeld in artikel 1315, lid 2, niet meer dan zes personen per accommodatie omvatten.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 september 2023 tot wijziging van sommige bepalingen van het Waals reglementair wetboek van sociale actie en gezondheid betreffende de diensten die activiteiten voor gehandicapte personen organiseren en van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2010 betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non profit sector.

Namen, 14 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Werk, Vorming, Gezondheid,
Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE"

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/47560]

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité. — Erratum

Les versions française, allemande et néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 14 novembre 2023, à la page 105625, doivent se lire comme suit :

« SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

31 AOUT 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 21 juin 1985 relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre tout véhicule de transport par terre, ses éléments ainsi que les accessoires de sécurité, l'article 1^{er}, modifié en dernier lieu par la loi du 31 juillet 2020 et l'article 2, § 1^{er}, remplacé par la loi du 18 juillet 1990 ;

Vu l'arrêté royal du 15 mars 1968 portant règlement général sur les conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité ;

Vu le rapport du 11 avril 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis de la Commission consultative wallonne administration-industrie, donné le 18 avril 2023 ;

Vu la demande d'avis dans un délai de 30 jours, adressée au Conseil d'État le 16 juin 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;